

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2726

31 octobre 2013

SOMMAIRE

2502 S.A.	130811	Niel Infrastructures 1 S.A.	130813
Acaju Investments S.A.	130805	P&T Capital S.A.	130840
Acftperfo S.à r.l.	130805	RH Expert	130802
Acte 2 S.à r.l.	130804	Ruposhi Bangla S.à r.l.	130841
Acte 2 S.à r.l.	130811	Senoufo S.A., SPF	130803
Acte 2 S.à r.l.	130811	Senoufo S.A., SPF	130803
ANNOBO Investment S.A.	130804	Sequoia S.à.r.l.	130802
Applied Luxembourg, S.à r.l.	130805	Serin Holding S.A.	130802
Arid Lux SA	130836	Serin Holding S.A.	130848
ArthroCare Luxembourg S.à r.l.	130804	S. Fuel Sàrl	130802
Assessor Invest S.A.	130804	Shpaga Games S.A.	130803
Britannica II S.à r.l.	130803	S.I.G. Kapital S.A.	130802
Cadogan Investments, S.A.	130810	Simandir S.A.	130810
Caspian Luxembourg Company S.à r.l. ..	130804	Soblend Investments S.A.	130821
CIS Internet Holding (GP)	130846	Softinvest S.A.	130808
CIS Internet Holding S.à r.l.	130846	Strassburger Schifffahrt S. à r. l.	130809
Columbia Public Partners V S.à r.l.	130843	Sun Square S.à.r.l.	130834
Electricité Wagner S.A.	130809	Tajura S.A.	130811
e-shelter Properties Holding S.à r.l.	130824	TCTRe Luxembourg	130835
Flexoffice, S.à r.l.	130805	ThermoCool S. à r.l.	130807
Fortress Capital Finance Luxembourg S.à r.l.	130806	Thunderbird B S.à r.l.	130807
Furstenberg Capital S.C.A.	130806	Thunderbird C S.à r.l.	130808
Furstenberg S.à r.l.	130806	Thunderbird H S.à r.l.	130808
Galdenia Investments S.A.	130812	Thunderbird K S.à r.l.	130848
Hastelux Sàrl	130834	Thunderbird L S.à r.l.	130809
JP Commercial IX S.à r.l.	130807	Thunderbird O S.à r.l.	130809
Kelly Outsourcing and Consulting Group S.à r.l.	130806	Thunderbird P S.à r.l.	130810
Lendico Netherlands	130812	Thunderbird Q S.à r.l.	130810
Lendico Norway	130819	WhiteWave European Management Hol- dings, S.C.S.	130807
NextiraOne PSF Luxembourg S.A.	130842	WTG Holding S.à r.l.	130811
		Zeta Tre Finance S.A.	130808

RH Expert, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 38-40, rue Zithe.
R.C.S. Luxembourg B 154.791.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société
Signatures
Gérant

Référence de publication: 2013132886/12.

(130161620) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 septembre 2013.

S. Fuel Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3898 Foetz, 6-8, rue du Brill.
R.C.S. Luxembourg B 131.981.

Le bilan arrêté au 31.12.2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Ehnen, le 20 septembre 2013.

Pour S. FUEL SARL
Fiduciaire Roger Linster Sàrl

Référence de publication: 2013132895/12.

(130161562) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 septembre 2013.

S.I.G. Kapital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 152.475.

Les comptes annuels au 31 mars 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013132896/10.

(130161665) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 septembre 2013.

Sequoia S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1836 Luxembourg, 23, rue Jean Jaurès.
R.C.S. Luxembourg B 135.203.

Le bilan abrégé au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dandois & Meynial

Référence de publication: 2013132929/10.

(130161335) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 septembre 2013.

Serin Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.
R.C.S. Luxembourg B 57.492.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour SERIN HOLDING S.A.

Référence de publication: 2013132931/10.

(130161273) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 septembre 2013.

Shpaga Games S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 171.971.

EXTRAIT

Il convient de noter que la nouvelle adresse de l'administrateur de classe B, M. Yury Fedorov est désormais la suivante:

- 34, rue Wurth Paquet

2737 Luxembourg

Luxembourg.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 20 septembre 2013.

Référence de publication: 2013132900/14.

(130161630) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 septembre 2013.

Senoufo S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 157.220.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour SENOUFO S.A., SPF

Signatures

Référence de publication: 2013132927/11.

(130161374) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 septembre 2013.

Senoufo S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 157.220.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour SENOUFO S.A., SPF

Signatures

Référence de publication: 2013132928/11.

(130161388) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 septembre 2013.

Britannica II S.à r.l., Société à responsabilité limitée de titrisation.

Capital social: GBP 12.515,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 132.040.

Il résulte d'un contrat de cession signé le 18 septembre 2013 que CVF Lux Master S.à r.l. a cédé 1 part sociale de classe L, 1 part sociale de classe M, 1 part sociale de classe N, 1 part sociale de classe O et 1 part sociale de classe P dans Britannica II S.à r.l. à la société CVIC Lux Master S.à r.l. ayant pour siège social 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg et inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 164791.

Il résulte d'un contrat de cession signé le 18 septembre 2013 que CVF Lux Master S.à r.l. a cédé 1 part sociale de classe L, 1 part sociale de classe M, 1 part sociale de classe N, 1 part sociale de classe O et 1 part sociale de classe P dans Britannica II S.à r.l. à la société CVI CVF II Lux Master S.à r.l. ayant pour siège social 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg et inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 170644.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 septembre 2013.

Référence de publication: 2013133231/18.

(130162497) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 2013.

ANNOBO Investment S.A., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9838 Untereisenbach, 2, Am enneschten Eck.
R.C.S. Luxembourg B 157.835.

Les comptes annuels au 31.12.12 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2013133211/9.
(130162645) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 2013.

Acte 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1870 Luxembourg, 106, Kohlenberg.
R.C.S. Luxembourg B 139.817.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2013133199/9.
(130162395) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 2013.

Assessor Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 41, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 134.530.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013133187/10.

(130162690) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 2013.

ArthroCare Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 25.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 79.875.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 19 septembre 2013.
Référence de publication: 2013133186/10.
(130162308) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 2013.

Caspian Luxembourg Company S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 163.363.

EXTRAIT

Par résolution écrite du conseil de gérance en date du 30 août 2013, le conseil de gérance a décidé d'adopter la résolution suivante:

- le siège social de la société a été transféré de 17, rue des Jardiniers, L-1835 Luxembourg à 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, avec effet au 1^{er} septembre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

Le mandataire

Référence de publication: 2013133269/16.

(130162402) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 2013.

Applied Luxembourg, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 17.297.069,00.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 167.093.

Les comptes annuels au 30 juin 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 septembre 2013.

Référence de publication: 2013133184/10.

(130162730) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 2013.

Acaju Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.

R.C.S. Luxembourg B 56.820.

Extrait de résolutions adoptées en date du 6 septembre 2013, lors de l'Assemblée Extraordinaire de la Société Acaju Investments S.A.

- L'assemblée a décidé d'accepter la démission de Madame Noeleen GOES-FARRELL de ses fonctions d'administrateur de la Société avec effet au 31 juillet 2013.

- L'assemblée a décidé de nommer Monsieur Nicolas MILLE, employé privé, né à Antony (France), le 8 février 1978, demeurant professionnellement au 127 rue de Mühlenbach, L-2168 Luxembourg, en tant qu'administrateur de la Société avec effet au 31 juillet 2013. Son mandat prendra fin le 14 juin 2017.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ACAJU INVESTMENTS S.A.

Signature

Référence de publication: 2013133193/17.

(130162864) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 2013.

Acftperfo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8437 Steinfert, 23, rue de Koerich.

R.C.S. Luxembourg B 111.492.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signatures

Gérant technique

Référence de publication: 2013133196/12.

(130162178) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 2013.

Flexoffice, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4963 Clemency, 9, rue Basse.

R.C.S. Luxembourg B 136.833.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale extraordinaire des associés tenue le 19/09/2013

Le 19/09/2013, les associés de la société ont pris les résolutions suivantes:

L'associé unique ANDREU UNIVERSAL SA, société de droit panaméen, ayant son siège social à Via Espana and Elvira Mendez, bâtiment Rosas & Rosas, Panama enregistré sous le numéro 1403070 a décidé de céder ses parts à la société Allia EXECUTIVE INC, société de droit panaméen, ayant son siège social à Via Espana and Elvira Mendez, bâtiment Rosas & Rosas, Panama et enregistré sous le numéro 2249005.

Pour extrait conforme

Clémency, le 23/09/2013.

Référence de publication: 2013133409/15.

(130162627) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 2013.

Furstenberg Capital S.C.A., Société en Commandite par Actions de Titrisation.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 150.655.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013133391/10.

(130162236) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 2013.

Furstenberg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 150.636.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013133392/10.

(130162590) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 2013.

Fortress Capital Finance Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 127.890.

EXTRAIT

En date du 13.09.2013, l'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

Désignation de Madame Miriam THOMAS, née le 20.04.1973 à Carlow (Irlande), en qualité de gérante classe A de la Société, pour une durée indéterminée, avec effet au 13.09.2013, demeurant professionnellement 5, Savile Row, W1S 3PD, Londres (UK);

De sorte que le nouveau conseil de gérance est composé comme suit:

1. David Brooks
2. Jonathan Ashley
3. Miriam Thomas
4. Fulvia Bizzozero

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013133390/19.

(130162746) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 2013.

Kelly Outsourcing and Consulting Group S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 25.000,00.**

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7-11, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 132.311.

EXTRAIT

Il convient de noter que l'adresse de l'associé unique de la Société, à savoir KELLY SERVICES LUXEMBOURG S.à r.l., est la suivante: 7-11, route d'Esch, L-1470 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 septembre 2013.

*Pour la Société**Un mandataire*

Référence de publication: 2013133520/15.

(130162542) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 2013.

JP Commercial IX S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1417 Luxembourg, 6, rue Dicks.

R.C.S. Luxembourg B 156.960.

La Société a été constituée suivant acte reçu par Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 16 novembre 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 2868 du 30 décembre 2010.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

JP Commercial IX S.à r.l.

Par procuration

Diane Wolf

Référence de publication: 2013133509/15.

(130162711) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 2013.

ThermoCool S. à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-6835 Boudlerbach, Maison 2.

R.C.S. Luxembourg B 115.933.

Le bilan arrêté au 31.12.2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Ehnen, le 20 septembre 2013.

Pour THERMOCOOL SARL

Fiduciaire Roger Linster Sàrl

Référence de publication: 2013132976/12.

(130161558) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 septembre 2013.

Thunderbird B S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 285.850,00.

Siège social: L-2430 Luxembourg, 7, rue Michel Rodange.

R.C.S. Luxembourg B 117.025.

Il est à noter que Mr. Martin Eckel, gérant unique de la Société, demeure professionnellement au 7, rue Michel Rodange, L-2430 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Silvia Mathieu

Mandataire

Référence de publication: 2013132978/13.

(130161312) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 septembre 2013.

WhiteWave European Management Holdings, S.C.S., Société en Commandite simple.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 171.966.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 septembre 2013.

WhiteWave European Management Holdings, S.C.S.

WhiteWave European Management, LLC

Signature

Gérant

Référence de publication: 2013133023/14.

(130161838) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 septembre 2013.

Thunderbird C S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 1.875.975,00.**

Siège social: L-2430 Luxembourg, 7, rue Michel Rodange.
R.C.S. Luxembourg B 117.026.

Il est à noter que Mr. Martin Eckel, gérant unique de la Société, demeure professionnellement au 7, rue Michel Rodange, L-2430 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Silvia Mathieu
Mandataire

Référence de publication: 2013132979/13.

(130161337) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 septembre 2013.

Thunderbird H S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 309.350,00.**

Siège social: L-2430 Luxembourg, 7, rue Michel Rodange.
R.C.S. Luxembourg B 117.770.

Il est à noter que Mr. Martin Eckel, gérant unique de la Société, demeure professionnellement au 7, rue Michel Rodange, L-2430 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Silvia Mathieu
Mandataire

Référence de publication: 2013132980/13.

(130161898) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 septembre 2013.

Softinvest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 59.454.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SOFTINVEST S.A.
Signatures
Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2013132941/12.

(130161771) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 septembre 2013.

Zeta Tre Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.
R.C.S. Luxembourg B 146.347.

EXTRAIT

Il résulte du procès verbal de l'Assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement en date du 6 septembre 2013 que:

Monsieur Vincent CORMEAU a démissionné de sa fonction d'administrateur.

La société LEXINGTON GOVERNANCE LIMITED, registre de commerce de Londres, 08454544, ayant son siège social au 41 Chalton Street, NW1 1JD, Londres, Royaume-Uni a été nommée à la fonction d'administrateur.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée générale qui se tiendra en 2015

Madame Valérie WESQUY a été nommée à la fonction de Président du Conseil d'administration.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2013133038/16.

(130161475) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 septembre 2013.

Strassburger Schifffahrt S. à r. l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5551 Remich, 16, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 146.388.

Le bilan arrêté au 31.12.2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Ehnen, le 20 septembre 2013.

Pour STRASSBURGER SCHIFFFAHRT SARL

Fiduciaire Roger Linster Sàrl

Référence de publication: 2013132964/12.

(130161559) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 septembre 2013.

Thunderbird L S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2430 Luxembourg, 7, rue Michel Rodange.

R.C.S. Luxembourg B 117.774.

Il est à noter que Mr. Martin Eckel, gérant unique de la Société, demeure professionnellement au 7, rue Michel Rodange, L-2430 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Silvia Mathieu

Mandataire

Référence de publication: 2013132984/13.

(130161902) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 septembre 2013.

Thunderbird O S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.025.650,00.

Siège social: L-2430 Luxembourg, 7, rue Michel Rodange.

R.C.S. Luxembourg B 118.434.

Il est à noter que Mr. Martin Eckel, gérant unique de la Société, demeure professionnellement au 7, rue Michel Rodange, L-2430 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Silvia Mathieu

Mandataire

Référence de publication: 2013132985/13.

(130161907) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 septembre 2013.

Electricité Wagner S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9912 Troisvierges, 1, place Adames.

R.C.S. Luxembourg B 94.512.

Auszug des Protokolls der ordentlichen Generalversammlung vom 30.04.2013

„TOP 1

Die Hauptversammlung beschließt einstimmig die sofortige Abberufung von Herrn Aloyse Wagner als täglicher Geschäftsführer."

...

„TOP 2

Die Hauptversammlung ernennt einstimmig Herrn Guido Hegerl " - Berufsadresse: 9, rue Robert Stumper, L-2557 Luxembourg, Luxembourg - „, als täglicher Geschäftsführer bis zur Hauptversammlung in 2015.

...

Référence de publication: 2013133368/16.

(130162148) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 2013.

Cadogan Investments, S.A., Société Anonyme.**Capital social: EUR 31.000,00.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 124.671.

Pursuant to the annual general meeting of the Company's shareholders held on September 13th, 2013, PRO-FIDUCIAIRE Auditing & Accounting S.à r.l. with address at 20, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, has been appointed as statutory auditor of the company for the financial year ended December 31st, 2012.

Traduction pour les besoins de l'Enregistrement

Suite à l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société tenue le 13 septembre 2013, PRO-FIDUCIAIRE Auditing & Accounting S.à r.l. avec adresse au 20, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, a été nommé commissaires aux comptes de la Société jusqu'à l'exercice se terminant le 31 décembre 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013133293/16.

(130162831) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 2013.

Thunderbird P S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 418.000,00.**

Siège social: L-2430 Luxembourg, 7, rue Michel Rodange.
R.C.S. Luxembourg B 118.435.

Il est à noter que Mr. Martin Eckel, gérant unique de la Société, demeure professionnellement au 7, rue Michel Rodange, L-2430 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Silvia Mathieu

Mandataire

Référence de publication: 2013132986/13.

(130161904) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 septembre 2013.

Thunderbird Q S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2430 Luxembourg, 7, rue Michel Rodange.
R.C.S. Luxembourg B 118.436.

Il est à noter que Mr. Martin Eckel, gérant unique de la Société, demeure professionnellement au 7, rue Michel Rodange, L-2430 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Silvia Mathieu

Mandataire

Référence de publication: 2013132987/13.

(130161908) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 septembre 2013.

Simandir S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 116.089.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme

SIMANDIR S.A.

Signature

Référence de publication: 2013132938/12.

(130161978) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 septembre 2013.

Tajura S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 75.295.

Les comptes au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

TAJURA S.A.
ROSSI Jacopo / VEGAS-PIERONI Louis
Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2013132992/12.

(130161212) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 septembre 2013.

WTG Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 154.696.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 septembre 2013.
Stijn CURFS
Mandataire

Référence de publication: 2013133032/13.

(130162005) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 septembre 2013.

2502 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2560 Luxembourg, 62, rue de Strasbourg.
R.C.S. Luxembourg B 133.613.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature
Mandataire

Référence de publication: 2013133042/11.

(130161824) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 septembre 2013.

Acte 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1870 Luxembourg, 106, Kohlenberg.
R.C.S. Luxembourg B 139.817.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013133200/9.

(130162396) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 2013.

Acte 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1870 Luxembourg, 106, Kohlenberg.
R.C.S. Luxembourg B 139.817.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013133201/9.

(130162397) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 septembre 2013.

Galdenia Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 176.578.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'actionnaire unique en date du 26 août 2013 que:

Le nombre d'administrateurs ayant été porté de 3 à 5, l'Actionnaire unique nomme également aux fonctions d'Administrateurs pour un mandat d'une durée de cinq ans:

- Ana FLORES, née le 29 juillet 1971 à Cáceres (Espagne), demeurant professionnellement au 38, boulevard Napoléon 1^{er}, L-2210 Luxembourg;

- Michael MORRICE, né le 4 août 1944 à Almondsbury (Royaume Uni), demeurant professionnellement au 38, boulevard Napoléon 1^{er}, L-2210 Luxembourg.

Les mandats des Administrateurs prendront fin à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle des actionnaires qui se tiendra en 2018.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 août 2013.

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2013132006/21.

(130161069) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2013.

Lendico Netherlands, Société en Commandite spéciale.

Siège social: L-2324 Luxembourg, 7, avenue Pescatore.
R.C.S. Luxembourg B 180.209.

—
STATUTES

Excerpts of the limited partnership agreement (the "Partnership agreement") of Lendico France, a special limited partnership, executed on 30 August 2013

1. Partners who are jointly and severally liable. CIS Internet Holding S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated and existing under the laws of Luxembourg, with registered office at 7, avenue Pescatore, L-2324 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 177.025 (the "General Partner").

2. Name, Partnership's Purpose, Registered Office, Business Year.

(i) Name

The special limited partnership shall have the name: "Lendico Netherlands" (the "Partnership").

(ii) Purpose

The purpose of the Partnership is the holding of participations in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies, limited partnerships or other arrangements and in any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio in order to further the development, marketing and provision of internet services through such domestic and foreign subsidiaries (e-commerce covering goods and services of different kinds) and the provision of logistic services, digital services and all other services relating to the aforementioned business.

The Partnership may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Partnership.

The Partnership is entitled to pursue any and all activities which directly or indirectly serve its purpose. The Partnership exercises any and all rights and obligations which pertain to any shares or interests in other companies.

(iii) Registered Office

The Partnership shall have its registered office in 7, avenue Pescatore, L-2324 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

(iv) Business Year

The business year of the Partnership shall be the calendar year.

3. Designation of the manager and Signatory powers. The management of the Partnership is incumbent upon the General Partner. The General Partner shall manage the Partnership on the basis of the provisions of the limited partnership

agreement and otherwise in the best interest of the Partnership. Any liability of the General Partner vis-à-vis the Partnership or its Partners shall be limited to willful misconduct (dol) and gross negligence (negligence grave).

The Partnership is validly bound vis-à-vis third parties by the signature of the General Partner that represents it.

4. Date on which the Partnership commences and the date on which it ends. The Partnership commences as from 30 August 2013, for an indefinite term.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes:

1. Gesellschafter, die unmittelbar und gesamtschuldnerisch haften. CIS Internet Holding S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), welche den Bestimmungen des Gesetzes des Grossherzogtums Luxemburg unterliegt, mit Geschäftssitz in 7, avenue Pescatore, L-2324 Luxemburg, eingetragen im Luxemburgischen Handelsregister unter der Nummer B 177.025 (die "Komplementärin").

2. Name, Zweck der Gesellschaft, Sitz, Geschäftsjahr.

(i) Name

Die Gesellschaft heißt: "Lendico Netherlands", une société en commandite spéciale

(ii) Zweck der Gesellschaft

Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen jeglicher Art an luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Form der Investition, der Erwerb von Wertpapieren jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Weise sowie deren Übertragung durch Verkauf, Tausch oder in anderer Form, die Verwaltung, Kontrolle und Entwicklung ihrer Beteiligungen im Hinblick auf die Entwicklung, das Marketing und die Erbringung von Internetdienstleistungen durch inländische und ausländische Tochtergesellschaften (im Bereich E-Commerce bezüglich Waren und Dienstleistungen jeglicher Art) sowie die Erbringung von Logistikdienstleistungen, Digitaldienstleistungen und allen anderen Dienstleistungen, die mit der zuvor genannten Geschäftstätigkeit im Zusammenhang stehen.

Die Gesellschaft kann des Weiteren für Gesellschaften, an denen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung oder Rechte jeglicher Art hält oder die der gleichen Unternehmensgruppe wie sie selbst angehören, Garantien geben, Sicherheiten einräumen, Darlehen gewähren oder die Gesellschaften auf jede andere Weise unterstützen.

Die Gesellschaft kann alle Tätigkeiten ausüben, die direkt oder indirekt ihrem Zweck dienen. Die Gesellschaft kann jegliche Rechte und Pflichten in Bezug auf Beteiligungen an anderen Gesellschaften ausüben.

(iii) Sitz

Der Sitz der Gesellschaft ist in die 7, avenue Pescatore, L-2324 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

(iv) Geschäftsjahr

Das Geschäftsjahr wird das Kalenderjahr sein.

3. Wahl des Geschäftsführers und Zeichnungsbefugnisse. Die Geschäftsführung der Gesellschaft obliegt der amtierenden Komplementärin. Die Komplementärin wird die Gesellschaft auf Basis der Bestimmungen des Gesellschaftsvertrages oder in sonstiger Weise bestmöglich im Interesse der Gesellschaft führen. Jede Haftung der Komplementärin gegenüber der Gesellschaft wird auf Fälle des Vorsatzes (dol) und der groben Fahrlässigkeit (négligence grave) beschränkt. Die Gesellschaft wird durch die Unterschrift der Komplementärin, durch welche die Gesellschaft repräsentiert wird, rechtskräftig gegenüber Dritten verpflichtet.

4. Anfang und Enddatum der Gesellschaft. Die Gesellschaft wird am 30. August 2013 für eine unbegrenzte Dauer gegründet.

Référence de publication: 2013132093/74.

(130160471) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2013.

Niel Infrastructures 1 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 180.226.

—
STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the third day of the month of September.

Before Maître Léonie GRETHEN, civil law Notary with residence in Luxembourg.

IT APPEARED:

The Luxembourg public limited company NIEL FINANCE & SERVICES S.A., with registered office in L-1249 Luxembourg, 15, rue du Fort Bourbon, registered at the Luxembourg Trade Register under the number B 170.641,

duly represented by Me Alexandre CHATEAUX, Attorney-at-law, residing professionally in Luxembourg, in virtue of a proxy given on 30 August 2013.

The said proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxy-holder and the undersigned notary, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

Such appearing party, represented as state above, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of incorporation of a company:

Name - Registered office - Duration - Corporate object - Capital

Art. 1. A public limited company (SA) named "NIEL INFRASTRUCTURES 1 S.A." is hereby established.

Art. 2. The registered office is established in the municipality of Luxembourg. It may be moved within the boundaries of this municipality by decision of the Board of Directors.

If any extraordinary political, economic or social events compromising normal business at the registered office or easy communication with this office from abroad should arise or be imminent, the registered office may be declared to be temporarily moved abroad, without such a measure having any effect on the nationality of the company, which shall remain Luxembourgish despite this temporary transfer of the registered office.

Art. 3. The duration of the company is unlimited.

Art. 4. The corporate object of the company shall be acquiring interests in any form in other Luxembourg or foreign companies, and any other form of investment, acquisition by purchase, subscription and any other means, and disposing by sale, exchange or any other means of all manner of transferable securities and cash, as well as the administration, supervision and development of these interests. The company may take part in the establishment and development of any other industrial or commercial company and may provide its assistance to any such company by means of loans, guarantees or other means.

Company business shall also involve the acquisition, management, establishment, registration and filing, promotion, sale, use as part of its business and granting of the use of domain names, intellectual property rights and industrial property rights, in particular copyright, patents, trademarks and brand names, designs and models of any nature.

The company may undertake all manner of real-estate, intangible-property, financial and industrial transactions, commercial or otherwise, related directly or indirectly to its corporate object.

It may lend to or borrow from, with or without interest, companies within its group, and it may issue bonds and other acknowledgements of debt.

It may do business directly or indirectly on its own behalf or on behalf of third parties, alone or in partnership, undertaking any actions liable to support said purpose or the purpose of companies in which it holds an interest.

It may in particular use its funds to create, manage, enhance and settle portfolios comprising all manner of securities from any source, participate in the creation, development and control of any company, acquire by means of contributions, subscriptions, underwriting, call options or any other means, securities and patents of any kind, realizing them by sale, assignment, exchange or any other means, have these interests and patents enhanced, and give companies in which it has an interest any assistance, loans, advances or guarantees.

In general, the company may undertake any business whatsoever that may be required to accomplish or advance its corporate object.

Art. 5. The share capital is set at THIRTY FIVE THOUSAND EUROS (EUR 35,000.-) represented by ONE THOUSAND (1000) shares each having a nominal value of THIRTY-FIVE EUROS (EUR 35).

The shares may be in a bearer or registered form, at the discretion of the shareholder, with the exception of those shares required by law to be registered.

The holder may choose to have the shares in the company created in single units or certificates representing several shares.

Management - Monitoring

Art. 6. The company shall be managed by a board comprising at least three members, who need not be shareholders. However, if at a general assembly of shareholders the company is found to have only one partner, the board of directors may be limited to a single board member until the next ordinary general meeting after the existence of more than one partner is established.

Board members shall be appointed for a term not exceeding six years. They may be re-elected and removed from office at any time.

If the position of a board member appointed by the general assembly becomes vacant, the remaining board members appointed by the general assembly shall be entitled to fill the position temporarily. In this case, the general assembly shall make a definitive choice at the next meeting.

Art. 7. The board of directors is authorised to undertake all essential or useful actions to achieve the corporate objective, and it shall be competent to handle any matters not reserved for the general assembly by law or these articles of association.

Art. 8. The board of directors shall have full powers to undertake all actions essential for or leading to fulfilment of the corporate object. The board of directors may exercise any powers not expressly reserved by law or these articles of incorporation for the shareholders' assembly.

The board of directors shall elect a chairman from amongst its members. In the absence of the chairman, meetings may be chaired by another board member. The sole board member shall act as de facto chairman.

The board of directors may only validly deliberate and pass resolutions if the majority of its members are present or represented. Any board member may be represented by appointing, in writing or by telegram, fax or email, any other board member as their representative. Board members may not represent more than one of their colleagues.

Absent board members may also vote by letter, telegram, fax or email. In both cases, the absent board member shall be deemed to be present at the meeting.

In exceptional circumstances and following an express decision by the Chairman, board members may participate in a board meeting by conference call, videoconference or any other similar means of communication enabling everybody taking part in the meeting to hear and talk to one another. In this case, the board member using this type of technology shall be deemed to be present at the meeting and may take part in the vote.

The board of directors may pass resolutions validly using circular letters if they are signed and approved in writing by all the board members. This approval may result from one or more separate documents sent in writing or by telegram, fax or email. Resolutions passed under these conditions shall have the same effect as resolutions passed during board meetings. Documents, telegrams, faxes and emails expressing board members' votes shall be attached to the minutes of the meeting.

Decisions of the board of directors shall be taken by a majority of votes. In the event of a tie, the Chairman shall have the casting vote.

Art. 9. The Board may delegate some or all of its powers concerning the daily management and representation of the company regarding such management to one or more board members, directors, managers or other agents, who need not be shareholders.

Art. 10. The company shall be bound in case of a sole board member, by the sole signature of the sole board member or, in case of plurality of members, by the joint signature of two board members. If a managing director is appointed, the company shall be bound either by the joint signature of two board members, one of whom must be the managing director, or by the signature of the managing director only.

Art. 11. The company shall be monitored by one or more statutory auditors ("commissaires aux comptes"), who need not be shareholders, appointed for a term that shall not exceed six years. They may be re-elected and removed from office at any time.

Business year - General assembly

Art. 12. The business year shall run from 1 January to 31 December of each year.

Art. 13. General assemblies shall be convened in accordance with the related legal provisions. Notice need not be served if all shareholders are present or represented, and they acknowledge prior knowledge of the agenda.

The board of directors may decide that, to attend the general assembly, holders of shares must deposit them at least five clear days before the date set for the meeting. All shareholders shall have the right to vote in person or by means of a representative, who need not be a shareholder.

Each share shall entitle the holder to one vote.

Art. 14. A properly constituted meeting of shareholders of the company shall represent all of the company shareholders.

The assembly shall have absolute power to undertake and/or ratify any deed in the interest of the company.

Art. 15. The general assembly shall decide on the allocation and distribution of net profits. The board of directors shall be authorised to pay interim dividends in accordance with the related legal provisions.

Art. 16. The annual general meeting shall be held automatically on the first Monday of June at 2 p.m. at the head office in Luxembourg, or in any other place named in the notice. If this is a public holiday, the meeting shall be held on the next working day.

Art. 17. The Law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, shall apply throughout, unless overridden by these articles of association.

Transitional provisions

Exceptionally, the first financial year shall begin on the date these articles of association are signed, and shall end on 31 December 2013.

The first annual ordinary general meeting shall be held in 2014.

Subscription - Payment of capital

The articles of incorporation of the company having been agreed, the aforementioned appearing party agrees to underwrite the shares as follows:

NIEL FINANCE & SERVICES S.A. 1,000 shares
Total: 1,000 shares

The shares have been fully paid up in cash, such that the sum of THIRTY-FIVE THOUSAND EUROS (€ 35,000) is freely available to the company, as it has been proved to the undersigned notary who states it.

Resolutions of the sole shareholder

The appearing party, represented as state above, and representing the entire subscribed capital, has immediately taken the following resolutions:

- 1) the following persons are appointed directors until the annual general meeting of shareholders to be held in 2016:
 - Mr. Nicolas BOURG, leader of companies, born on 30 July 1971 in Etterbeek (Belgium), residing at L-1421 Luxembourg, 36, rue de Dormans (Grand-Duchy of Luxembourg);
 - Mr. Laurent FOUCHER, leader of companies, born on 18 August 1965 in Antony (France), residing at CH-1290 Versoix, 96, Route de Suisse (Switzerland); and
 - Mr. Alexandre CHATEAUX, Attorney-at-law, born on 8 August 1979 in Metz (France), having his professional address at L-1660 Luxembourg, 60, Grand-Rue (Grand Duchy of Luxembourg).
- 2) the registered office is fixed at L-1660 Luxembourg, 60, Grand-Rue.
- 3) the following person is appointed statutory auditor ("commissaire aux comptes"):
 - The Luxembourg public limited liability company FID-EUROPE INTERNATIONAL S.A., having its registered office at L-2314 Luxembourg, 2a, Place de Paris, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies ("Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg") under number B 145.543.

The term of his mandate shall end at the annual general meeting of shareholders to be held in 2016.

Estimate of costs

All of the costs, expenses, remunerations and charges incurred by the company, including as a result of its establishment, come to approximately one thousand three hundred euros (EUR 1,300).

Statements

The notary drawing up this deed hereby acknowledges the existence of the conditions listed in Article 26 of the law on commercial companies, EXPRESSLY confirming the fulfilment thereof.

These articles of incorporation are written in English and followed by a French translation. In case of any discrepancy between these two versions of these articles of incorporation, the English version shall prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, who is known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, he signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le trois septembre.

Par-devant Maître Léonie GRETHEN, Notaire de résidence à Luxembourg.

A COMPARU:

La société anonyme de droit luxembourgeois NIEL FINANCE & SERVICES S.A., établie et ayant son siège social à L-1249 Luxembourg, 15, rue du Fort Bourbon, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 170.641, représentée par Me Alexandre CHATEAUX, Avocat à Cour, demeurant professionnellement à Luxembourg en vertu d'une procuration délivrée en date du 30 août 2013.

Laquelle procuration, après avoir été paraphée «ne varietur» par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes pour les besoins de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme ci-avant, a demandé au notaire instrumentant d'acter comme suit les statuts d'une société:

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme sous la dénomination de «NIEL INFRASTRUCTURES 1 S.A.».

Art. 2. Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg.

Il peut être transféré dans les limites de cette commune sur simple décision du Conseil d'Administration.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Art. 3. La durée de la société est illimitée.

Art. 4. La société a pour objet la prise d'intérêts sous quelque forme que ce soit dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères, et toutes autres formes de placement, l'acquisition par achat, souscription et toute autre manière ainsi que l'aliénation par vente, échange ou toute autre manière de toutes valeurs mobilières et de toutes espèces, l'administration, la supervision et le développement de ces intérêts. La société pourra prendre part à l'établissement et au développement de toute entreprise industrielle ou commerciale et pourra prêter son assistance à pareille entreprise au moyen de prêts, de garantie ou autrement.

La société a également pour objet l'acquisition, la gestion, la constitution, l'enregistrement et le dépôt, la valorisation, la vente, l'usage dans le cadre de son activité et la concession de l'usage de tous noms de domaines, de tous droits de propriété intellectuelle et de tous droits de propriété industrielle, notamment de tous droits d'auteur, de tous brevets, de toutes marques de fabrique ou de commerce, ainsi que de tous dessins et de tous modèles.

La société peut réaliser toutes les opérations mobilières, immobilières, financières ou industrielles, commerciales ou civiles, liées directement ou indirectement à son objet social.

Elle pourra prêter ou emprunter avec ou sans intérêt aux sociétés faisant partie de son groupe, ainsi qu'émettre des obligations et autres reconnaissances de dettes.

Elle peut réaliser son objet directement ou indirectement en nom propre ou pour compte de tiers, seule ou en association en effectuant toute opération de nature à favoriser ledit objet ou celui des sociétés dans lesquelles elle détient des intérêts.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

D'une façon générale, la société pourra exercer toutes activités généralement quelconques qui pourraient paraître nécessaires à l'accomplissement ou au développement de son objet social.

Art. 5. Le capital social est fixé à TRENTE-CINQ MILLE EUROS (35.000,- EUR) représenté par MILLE (1.000) actions d'une valeur nominale de TRENTE-CINQ EUROS (35,- EUR) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

Administration - Surveillance

Art. 6. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non. Toutefois, lorsque, à une assemblée générale des actionnaires de la société, il est constaté que celle-ci n'a qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un seul administrateur jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un associé.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 7. Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Art. 8. Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous actes nécessaires ou utiles à l'objet social. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi ou les présents statuts à l'assemblée des actionnaires relèvent de la compétence du Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration élit un président parmi ses membres. En l'absence du président un autre administrateur peut présider la réunion. L'administrateur unique remplira de fait les fonctions de président.

Le Conseil d'administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée. Tout administrateur pourra se faire représenter en désignant par écrit, télégramme, télécopie ou courrier électronique un autre administrateur comme son mandataire, sans que celui-ci puisse représenter plus d'un de ses collègues.

L'administrateur empêché pourra également voter par lettre, télégramme, télécopie ou courrier électronique. Dans l'un comme dans l'autre cas, l'administrateur empêché sera réputé présent à la réunion.

En cas de circonstances exceptionnelles et sur décision expresse du Président, tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par conférence téléphonique, par vidéo conférence, ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes prenant part à cette réunion puissent s'entendre et

se parler mutuellement. Dans ce cas, l'administrateur utilisant ce type de technologie sera réputé présent à la réunion et sera habilité à prendre part au vote.

Des résolutions du conseil d'administration peuvent être prises valablement par voie circulaire si elles sont signées et approuvées par écrit par tous les administrateurs. Cette approbation peut résulter d'un seul ou de plusieurs documents séparés transmis par écrit, télégramme, télécopie ou courrier électronique. Les résolutions prises dans ces conditions auront les mêmes effets que les résolutions adoptées lors des réunions du conseil d'administration. Les écrits, télégrammes, télécopies ou courriers électroniques exprimant le vote des administrateurs seront annexés au procès-verbal de la délibération.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

Art. 9. Le Conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

Art. 10. La société se trouve engagée en cas d'administrateur unique, par la seule signature de l'administrateur unique, en cas de pluralité d'administrateurs, par la signature conjointe de deux administrateurs. Si un administrateur-délégué est nommé, la société se trouve engagée soit par la signature conjointe de deux administrateurs dont obligatoirement la signature de l'administrateur-délégué, soit par la signature individuelle de l'administrateur-délégué.

Art. 11. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six années, rééligibles et toujours révocables.

Année sociale - Assemblée générale

Art. 12. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 13. Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et lorsqu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le conseil d'administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

Art. 14. L'assemblée des actionnaires de la société régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la société.

Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire et/ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Art. 15. L'assemblée générale décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net. Le conseil d'administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

Art. 16. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le premier lundi du mois de juin à 14.00 heures à Luxembourg au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations. Si ce jour est un jour férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 17. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, ainsi que ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

Par dérogation, le premier exercice commencera à la date de signature des présents statuts, et se terminera au 31 décembre 2013.

La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en l'an 2014.

Souscription - Libération

Les statuts de la société ayant ainsi été arrêtés, la comparante, représentée comme ci-avant, déclare souscrire les actions comme suit:

NIEL FINANCE & SERVICES S.A.	1.000 actions
Total:	1.000 actions

Toutes les actions ont été entièrement libérées par des versements en espèce, de sorte que la somme de TRENTE-CINQ MILLE EUROS (35.000,- EUR) se trouve maintenant à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en est justifié au notaire instrumentant.

Résolutions de l'actionnaire unique

La comparante, représentée comme ci-avant et, représentant l'entière du capital souscrit, a immédiatement pris les résolutions suivantes:

- 1) Sont nommés administrateurs jusqu'à l'assemblée générale annuelle des actionnaires qui se tiendra en 2016:
- M. Nicolas BOURG, dirigeant de sociétés, né le 30 juillet 1971 à Etterbeek (Belgique), résidant à L-1421 Luxembourg, 36, rue de Dormans (Grand-Duché de Luxembourg);
 - M. Laurent FOUCHER, dirigeant de sociétés, né le 18 août 1965 à Antony (France), résidant à CH-1290 Versoix, 96, Route de Suisse (Suisse); et
 - M. Alexandre CHATEAUX, Avocat à la Cour, né le 8 août 1979 à Metz (France), ayant son adresse professionnelle au 60, Grand-Rue, L-1660 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).
- 2) Le siège social de la société est fixé à L-1660 Luxembourg, 60, Grand-Rue.
- 3) Est nommé commissaire aux comptes:
- La société anonyme de droit luxembourgeois FID-EUROPE INTERNATIONAL S.A., ayant son siège social au 2a, Place de Paris, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 145.543.
- La durée de son mandat prendra fin lors de la prochaine assemblée générale annuelle des actionnaires qui se tiendra en 2016.

Frais

La comparante a évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution à environ mille trois cents euros (EUR 1.300).

Déclarations

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions exigées par l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

Ces statuts sont rédigés en anglais et suivis d'une traduction française. A la demande de la comparante, représentée comme ci-avant et en cas de divergences entre ces deux textes des statuts, le texte anglais devra prévaloir.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connu du notaire par ses nom, prénom état et demeure, il a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Chateaux, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 5 septembre 2013. Relation: LAC/2013/40606. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): Irène Thill.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 septembre 2013.

Référence de publication: 2013132189/317.

(130160839) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2013.

Lendico Norway, Société en Commandite spéciale.

Siège social: L-2324 Luxembourg, 7, avenue Pescatore.

R.C.S. Luxembourg B 180.224.

Excerpts of the limited partnership agreement (the "partnership agreement") of Lendico France, a special limited partnership executed on 30 august 2013

1. Partners who are jointly and Severally liable. CIS Internet Holding S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated and existing under the laws of Luxembourg, with registered office at 7, avenue Pescatore, L-2324 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 177.025 (the "General Partner").

2. Name, Partnership's Purpose, Registered Office, Business Year.

(i) Name

The special limited partnership shall have the name: "Lendico Norway" (the "Partnership").

(ii) Purpose

The purpose of the Partnership is the holding of participations in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies, limited partnerships or other arrangements and in any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio in order to further the development, marketing and provision of internet services through such domestic and foreign subsidiaries (ecommerce covering goods and services

of different kinds) and the provision of logistic services, digital services and all other services relating to the aforementioned business.

The Partnership may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Partnership.

The Partnership is entitled to pursue any and all activities which directly or indirectly serve its purpose. The Partnership exercises any and all rights and obligations which pertain to any shares or interests in other companies.

(iii) Registered Office

The Partnership shall have its registered office in 7, avenue Pescatore, L-2324 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

(iv) Business Year

The business year of the Partnership shall be the calendar year.

3. Designation of the manager and Signatory powers. The management of the Partnership is incumbent upon the General Partner.

The General Partner shall manage the Partnership on the basis of the provisions of the limited partnership agreement and otherwise in the best interest of the Partnership. Any liability of the General Partner vis-à-vis the Partnership or its Partners shall be limited to willful misconduct (dol) and gross negligence (négligence grave).

The Partnership is validly bound vis-à-vis third parties by the signature of the General Partner that represents it.

4. Date on which the Partnership commences and the date on which it ends. The Partnership commences as from 30 August 2013, for an indefinite term.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes:

1. Gesellschafter, die unmittelbar und gesamtschuldnerisch haften. CIS Internet Holding S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), welche den Bestimmungen des Gesetzes des Grossherzogtums Luxemburg unterliegt, mit Geschäftssitz in 7, avenue Pescatore, L-2324 Luxembourg, eingetragen im Luxemburgischen Handelsregister unter der Nummer B 177.025 (die "Komplementärin").

2. Name, Zweck der Gesellschaft, Sitz, Geschäftsjahr.

(i) Name

Die Gesellschaft heißt: "Lendico Norway", une société en commandite spéciale

(ii) Zweck der Gesellschaft

Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen jeglicher Art an luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Form der Investition, der Erwerb von Wertpapieren jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Weise sowie deren Übertragung durch Verkauf, Tausch oder in anderer Form, die Verwaltung, Kontrolle und Entwicklung ihrer Beteiligungen im Hinblick auf die Entwicklung, das Marketing und die Erbringung von Internetdienstleistungen durch inländische und ausländische Tochtergesellschaften (im Bereich ECommerce bezüglich Waren und Dienstleistungen jeglicher Art) sowie die Erbringung von Logistikdienstleistungen, Digitaldienstleistungen und allen anderen Dienstleistungen, die mit der zuvor genannten Geschäftstätigkeit im Zusammenhang stehen.

Die Gesellschaft kann des Weiteren für Gesellschaften, an denen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung oder Rechte jeglicher Art hält oder die der gleichen Unternehmensgruppe wie sie selbst angehören, Garantien geben, Sicherheiten einräumen, Darlehen gewähren oder die Gesellschaften auf jede andere Weise unterstützen.

Die Gesellschaft kann alle Tätigkeiten ausüben, die direkt oder indirekt ihrem Zweck dienen. Die Gesellschaft kann jegliche Rechte und Pflichten in Bezug auf Beteiligungen an anderen Gesellschaften ausüben.

(iii) Sitz

Der Sitz der Gesellschaft ist in die 7, avenue Pescatore, L-2324 Luxembourg, Großherzogtum Luxembourg.

(iv) Geschäftsjahr

Das Geschäftsjahr wird das Kalenderjahr sein.

3. Wahl des Geschäftsführers und Zeichnungsbefugnisse. Die Geschäftsführung der Gesellschaft obliegt der amtierenden Komplementärin. Die Komplementärin wird die Gesellschaft auf Basis der Bestimmungen des Gesellschaftsvertrages oder in sonstiger Weise bestmöglich im Interesse der Gesellschaft führen. Jede Haftung der Komplementärin gegenüber der Gesellschaft wird auf Fälle des Vorsatzes (dol) und der groben Fahrlässigkeit (négligence grave) beschränkt. Die Gesellschaft wird durch die Unterschrift der Komplementärin, durch welche die Gesellschaft repräsentiert wird, rechtskräftig gegenüber Dritten verpflichtet.

4. Anfang und Enddatum der Gesellschaft. Die Gesellschaft wird am 30. August 2013 für eine unbegrenzte Dauer gegründet.

Référence de publication: 2013132094/74.

(130160706) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2013.

Soblend Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8041 Strassen, 65, rue des Romains.
R.C.S. Luxembourg B 180.219.

STATUTS

L'an deux mille treize, le douze septembre,

Par-devant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

ONT COMPARU

1.- MEDIALO INVESTMENTS S.A. ayant son siège social au 65, Rue des Romains, L-8041 Strassen, ici représentée par Monsieur Willem Van Cauter en vertu d'une procuration sous seing privé, laquelle, paraphée ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

2.- Monsieur Willem Van Cauter, Réviseur d'Entreprises, ayant son adresse professionnelle au 80, Rue des Romains, L-8041 Strassen,

Lesquels comparants, agissant ès-dites qualités, ont requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société anonyme qu'ils déclarent constituer entre eux et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

Titre I^{er} . - Dénomination, Siège, Objet, Durée**Art. 1^{er} . Forme, Dénomination.**

1.1. Une société anonyme luxembourgeoise est régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg et par les présents statuts.

1.2. La société adopte la dénomination "SOBLENDE INVESTMENTS SA ".

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social est établi à Strassen, Grand-duché de Luxembourg. Le conseil d'administration est autorisé à changer l'adresse de la société à l'intérieur de la commune du siège social statutaire.

2.2. La société peut également par décision du conseil d'administration, créer, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, des filiales, agences ou succursales.

2.3. Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert, conservera la nationalité luxembourgeoise. Pareille décision de transfert du siège social sera faite par le conseil d'administration.

Art. 3. Objet.

3.1. La société a pour objet la prise de participation sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition de tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière et notamment l'acquisition de brevets et licences, leur gestion et leur mise en valeur, l'octroi aux entreprises auxquelles elle s'intéresse, de tous concours, prêts, avances ou garanties, enfin toute activité et toutes opérations généralement quelconques se rattachant directement ou indirectement à son objet.

3.2. La société peut réaliser toutes opérations industrielles, commerciales, techniques, financières, mobilières ou immobilières en relation directe ou indirecte avec tous les secteurs prédécrits, de manière à en faciliter l'accomplissement.

3.3. La société a pour objet l'assistance aux filiales, dans le sens le plus large. Ceci correspond notamment l'assistance dans la direction, dans le suivi administratif et financier sans que cette liste soit considérée comme limitative. Elle peut également se porter garant pour compte de ses filiales.

Art. 4. Durée. La société est constituée pour une durée illimitée.

Titre II. - Capital

Art. 5. Capital social. Le capital social souscrit est fixé à EUR 31.000,- (trente et un mille Euros), divisé en 100 (cent) actions sans désignation de valeur nominale, entièrement libérées.

Art. 6. Modification du capital social.

6.1. Le capital autorisé est fixé à EUR 310.000,- (trois cent dix mille Euros) qui sera divisé en 1.000 (mille) actions sans désignation de valeur nominale

6.2. Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décisions de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

6.3. En outre le conseil d'administration est, pendant une période de cinq ans à partir de la date de publication de l'acte de constitution, autorisé à augmenter en temps utile qu'il appartiendra le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé. Ces augmentations du capital peuvent être souscrites et émises sous forme d'actions avec ou sans prime d'émission et libérées par apport en nature ou en numéraire, par compensation avec des créances ou de toute autre manière à déterminer par le conseil d'administration. Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre. Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir, ou toute autre personne dûment autorisée pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

6.4. Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, le présent article sera à considérer comme automatiquement adapté à la modification intervenue.

6.5. La société peut procéder au rachat de ses propres actions sous les conditions prévues par la loi.

Art. 7. Versements. Les versements à effectuer sur les actions non entièrement libérées lors de leur souscription se feront aux époques et aux conditions que le conseil d'administration déterminera dans ces cas. Tout versement appelé s'impute à parts égales sur l'ensemble des actions qui ne sont pas entièrement libérées.

Art. 8. Nature des actions. Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire.

Art. 9. Cession d'actions. Il n'existe aucune restriction statutaire quant aux transactions ou aux cessions d'actions de la société.

Titre III. - Administration, Direction, Surveillance

Art. 10. Conseil d'administration.

10.1. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

10.2. Les administrateurs seront nommés par l'assemblée générale annuelle pour une durée qui ne peut dépasser six ans. Ils sont rééligibles. Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale.

10.3. En cas de vacance du poste d'un administrateur nommé par l'assemblée générale pour cause de décès, de démission ou autre raison, les administrateurs restants nommés de la sorte peuvent se réunir et pourvoir à son remplacement, à la majorité des votes, jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Art. 11. Réunions du conseil d'administration.

11.1. Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président. Le premier président peut être nommé par la première assemblée générale des actionnaires. En cas d'empêchement du président, il sera remplacé par l'administrateur élu à cette fin parmi les membres présents à la réunion.

11.2. Le conseil d'administration se réunit sur convocation du président ou de deux administrateurs.

11.3. Le conseil ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée. Toute décision du conseil d'administration est prise à la majorité simple. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

11.4. Les administrateurs peuvent émettre leur vote par voie circulaire. Ils peuvent émettre leur vote par lettre, télécopieur, télégramme ou télex, les trois derniers étant à confirmer par écrit.

11.5. Les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration sont signés par tous les membres présents aux séances. Des extraits seront certifiés par le président du conseil d'administration ou par deux administrateurs.

Art. 12. Pouvoirs généraux du conseil d'administration. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus et exclusifs pour faire tous les actes d'administration et de gestion qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les présents statuts à l'assemblée générale.

Art. 13. Délégation de pouvoirs.

13.1. Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière des affaires de la société, entendue dans son sens le plus large, à des administrateurs ou à des tiers qui ne doivent pas nécessairement être actionnaires de la société.

13.2. Le premier administrateur-délégué peut être nommé par la première assemblée générale des actionnaires.

Art. 14. Représentation de la société. Vis-à-vis des tiers, la société est en toutes circonstances représentée dans le cadre de son objet social par deux administrateurs ou par les délégués du conseil agissant dans les limites de leurs pouvoirs.

Art. 15. Commissaire aux comptes.

15.1. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale.

15.2. La durée du mandat de commissaire est fixée par l'assemblée générale. Elle ne pourra cependant dépasser six années. Le mandat est renouvelable.

Titre IV. - Assemblée générale

Art. 16. Pouvoirs de l'assemblée générale.

16.1. L'assemblée générale représente tous les actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales.

16.2. Sauf dans les cas déterminés par la loi, les décisions sont prises à la majorité simple des voix émises.

Art. 17. Endroit et Date de l'assemblée générale ordinaire. L'assemblée générale annuelle se réunit chaque année au Grand-duché de Luxembourg, à l'endroit indiqué dans les convocations le premier mardi du mois de juin.

Art. 18. Autres assemblées générales. Le conseil d'administration ou le commissaire peut convoquer d'autres assemblées générales. Elles doivent être convoquées sur la demande d'actionnaires représentant le cinquième du capital social.

Art. 19. Votes. Chaque action donne droit à une voix.

Titre V. - Année sociale, Répartition des Bénéfices

Art. 20. Année sociale.

20.1. L'année sociale commence le premier janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

20.2. Le conseil d'administration établit le bilan et le compte de profits et pertes. Il remet les pièces avec un rapport sur les opérations de la société, un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire, aux commissaires qui commenteront ces documents dans leur rapport.

Art. 21. Répartition de bénéfices.

21.1. Chaque année cinq pour cent au moins des bénéfices nets sont prélevés pour la constitution de la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve aura atteint dix pour cent du capital social.

21.2. Après dotation à la réserve légale, l'assemblée générale décide de la répartition et de la distribution du solde des bénéfices nets.

21.3. Le conseil d'administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

Titre VI. - Dissolution, Liquidation

Art. 22. Dissolution, Liquidation.

22.1. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, délibérant dans les mêmes conditions que celles prévues pour la modification des statuts.

22.2. Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, nommés par l'assemblée générale des actionnaires.

Titre VII. - Disposition générale

Art. 23. Disposition générale. La loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

A titre transitoire, le premier exercice social débute le jour de la constitution et prend fin le 31 décembre 2013.

La première assemblée générale ordinaire aura lieu en 2014.

Souscription et Libération

Les statuts de la société ayant ainsi été arrêtés, les comparants préqualifiés déclarent souscrire les 100 actions comme suit:

1. MEDIALO INVESTMENTS SA	99 actions
2. Monsieur VAN CAUTER	1 action
TOTAL:	100 actions

Toutes les actions ont été intégralement libérées par des versements en numéraire de sorte que la somme de EUR 31.000,- (trente et un mille Euros) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Déclaration

Le notaire rédacteur de l'acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, est évalué sans nul préjudice à mille trois cents Euros.

Assemblée générale extraordinaire

Et immédiatement après la constitution de la société, les actionnaires, représentant l'intégralité du capital social et se considérant dûment convoqués, se sont réunis en assemblée générale et ont pris, à l'unanimité, les décisions suivantes:

- 1.- L'adresse de la société est fixée au 65, Rue des Romains, L-8041 Strassen, Grand-Duché de Luxembourg.
- 2.- Sont appelés aux fonctions d'administrateurs pour une durée de six ans, leur mandat expirant lors de l'assemblée générale annuelle de 2019:
 - a) Madame Marie Immacolata FLORANGE, comptable, née le 28 août 1965 à Moyeuvre-Grande (France), ayant son adresse professionnelle au 65, Rue des Romains, L-8041 Strassen.
 - b) Monsieur Jérémy STEFFEN, comptable, né le 14 mai 1985 à Arlon (Belgique), ayant son adresse professionnelle au 65, Rue des Romains, L-8041 Strassen.
 - c) Madame Galina ROKOSUIEVA, comptable, née le 4 janvier 1960 à Belojarsk (Russie), ayant son adresse professionnelle au 65, Rue des Romains, L-8041 Strassen.
- 3.- Est appelé aux fonctions de commissaire pour la même période: Van Cauter - Snauwaert & CO Sàrl, ayant son siège social au 80, Rue des Romains, L-8041 Strassen.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes;

Et après lecture, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: W. VAN CAUTER, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 13 septembre 2013. Relation: LAC/2013/41764. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur ff. (signé): Carael FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur sa demande

Luxembourg, le 30 août 2013.

Référence de publication: 2013132302/179.

(130160571) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2013.

e-shelter Properties Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1212 Luxembourg, 17, rue des Bains.

R.C.S. Luxembourg B 180.259.

— STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the twelfth day of September.

Before the undersigned Maître Joseph Elvinger, notary public residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

"Lux e-shelter 1", a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 17, rue des Bains, L-1212 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of EUR 268,866,207.10 and registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 162738;

here represented by Flora Gibert, notary clerk, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal dated 10 September 2013.

The said proxy, signed ne varietur by the proxyholder of the person appearing and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which it declared to establish:

1. Corporate form and Name. This document constitutes the articles of incorporation (the "Articles") of "e-shelter Properties Holding S.à r.l." (the "Company"), a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, including the law of 10 August 1915 on commercial companies as amended from time to time (the "1915 Law").

2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company (the "Registered Office") is established in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2.2 The Registered Office may be transferred:

2.2.1 to any other place within the same municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by the Board of Managers (as defined in Article 8.2); or

2.2.2 to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg (whether or not in the same municipality) by a resolution of the shareholders of the Company (a "Shareholders' Resolution") passed in accordance with these Articles - including Article 13.4 - and the laws from time to time of the Grand Duchy of Luxembourg including the 1915 Law ("Luxembourg Law").

2.3 Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic, social or otherwise, which would prevent normal activity at the Registered Office, the Registered Office may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will not have any effect on the Company's nationality and the Company will, notwithstanding this temporary transfer of the Registered Office, remain a Luxembourg company. The decision as to the transfer abroad of the Registered Office will be made by the Board of Managers.

2.4 The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

3. Objects. The objects of the Company are:

3.1 to act as an investment holding company and to co-ordinate the business of any corporate bodies in which the Company is for the time being directly or indirectly interested, and to acquire (whether by original subscription, tender, purchase, exchange or otherwise) the whole of or any part of the stock, shares, debentures, debenture stocks, bonds and other securities issued or guaranteed by any person and any other asset of any kind and to hold the same as investments, and to sell, exchange and dispose of the same;

3.2 to carry on any trade or business whatsoever and to acquire, undertake and carry on the whole or any part of the business, property and/or liabilities of any person carrying on any business;

3.3 to invest and deal with the Company's money and funds in any way the Board of Managers thinks fit and to lend money and give credit in each case to any person with or without security;

3.4 to borrow, raise and secure the payment of money in any way the Board of Managers thinks fit, including by the issue (to the extent permitted by Luxembourg Law) of debentures and other securities or instruments, perpetual or otherwise, convertible or not, whether or not charged on all or any of the Company's property (present and future) or its uncalled capital, and to purchase, redeem, convert and pay off those securities;

3.5 to acquire an interest in, amalgamate, merge, consolidate with and enter into partnership or any arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint venture, reciprocal concession or otherwise with any person, including any employees of the Company;

3.6 to enter into any guarantee or contract of indemnity or suretyship, and to provide security for the performance of the obligations of and/or the payment of any money by any person (including any body corporate in which the Company has a direct or indirect interest or any person (a "Holding Entity") which is for the time being a member of or otherwise has a direct or indirect interest in the Company or any body corporate in which a Holding Entity has a direct or indirect interest and any person who is associated with the Company in any business or venture), with or without the Company receiving any consideration or advantage (whether direct or indirect), and whether by personal covenant or mortgage, charge or lien over all or part of the Company's undertaking, property or assets (present and future) or by other means; for the purposes of this Article 3.6, "guarantee" includes any obligation, however described, to pay, satisfy, provide funds for the payment or satisfaction of, indemnify and keep indemnified against the consequences of default in the payment of, or otherwise be responsible for, any indebtedness or financial obligations of any other person;

3.7 to purchase, take on lease, exchange, hire and otherwise acquire any real or personal property and any right or privilege over or in respect of it;

3.8 to sell, lease, exchange, let on hire and dispose of any real or personal property and/or the whole or any part of the undertaking of the Company, for such consideration as the Board of Managers thinks fit, including for shares, debentures or other securities, whether fully or partly paid up, of any person, whether or not having objects (altogether or in part) similar to those of the Company; to hold any shares, debentures and other securities so acquired; to improve, manage, develop, sell, exchange, lease, mortgage, dispose of, grant options over, turn to account and otherwise deal with all or any part of the property and rights of the Company;

3.9 to do all or any of the things provided in any paragraph of this Article 3 (a) in any part of the world; (b) as principal, agent, contractor, trustee or otherwise; (c) by or through trustees, agents, sub-contractors or otherwise; and (d) alone or with another person or persons;

3.10 to do all things (including entering into, performing and delivering contracts, deeds, agreements and arrangements with or in favour of any person) that are in the opinion of the Board of Managers incidental or conducive to the attainment of all or any of the Company's objects, or the exercise of all or any of its powers;

PROVIDED ALWAYS that the Company will not enter into any transaction which would constitute a regulated activity of the financial sector or require a business license under Luxembourg Law without due authorisation under Luxembourg Law.

4. Duration. The Company is established for an unlimited duration.

5. Share capital.

5.1 The share capital of the Company is twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500.-) divided into twelve thousand five hundred (12,500) shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each (the "Shares"). In these Articles, "Shareholders" means the holders at the relevant time of the Shares and "Shareholder" shall be construed accordingly.

5.2 The Company may establish a share premium account (the "Share Premium Account") into which any premium paid on any Share is to be transferred. Decisions as to the use of the Share Premium Account are to be taken by the Managers subject to the 1915 Law and these Articles.

5.3 The Company may, without limitation, accept equity or other contributions without issuing Shares or other securities in consideration for the contribution and may credit the contributions to one or more accounts. Decisions as to the use of any such accounts are to be taken by the Managers subject to the 1915 Law and these Articles. For the avoidance of doubt, any such decision may, but need not, allocate any amount contributed to the contributor.

5.4 All Shares have equal rights.

5.5 The Company may repurchase, redeem and/or cancel its Shares subject as provided in the 1915 Law.

6. Indivisibility of shares.

6.1 Each Share is indivisible.

6.2 A Share may be registered in the name of more than one person provided that all holders of a Share notify the Company in writing as to which of them is to be regarded as their representative; the Company will deal with that representative as if it were the sole Shareholder in respect of that Share including for the purposes of voting, dividend and other payment rights.

7. Transfer of shares.

7.1 During such time as the Company has only one Shareholder, the Shares will be freely transferable.

7.2 During such time as the Company has more than one Shareholder:

7.2.1 Shares may not be transferred other than by reason of death to persons other than Shareholders unless Shareholders holding at least three quarters of the Shares have agreed to the transfer in general meeting;

7.2.2 Shares may not be transmitted by reason of death to persons other than Shareholders unless Shareholders holding at least three quarters of the Shares held by the survivors have agreed to the transfer or in the circumstances envisaged by article 189 of the 1915 Law;

7.2.3 The transfer of Shares is subject to the provisions of articles 189 and 190 of the 1915 Law.

8. Management.

8.1 The Company will be managed by at least two (2) managers (the "Managers"), including at least one (1) class A Manager (each a "Class A Manager") and one (1) class B Manager (each a "Class B Manager"), who shall be appointed by a Shareholders' Resolution passed in accordance with Luxembourg Law and these Articles.

8.2 The Managers will constitute a board of managers or conseil de gérance (the "Board of Managers").

8.3 A Manager may be removed at any time with or without cause by a Shareholders' Resolution passed in accordance with Luxembourg Law and these Articles.

9. Powers of the managers. The Board of Managers may take all or any action which is necessary or useful to realise any of the objects of the Company, with the exception of those reserved by Luxembourg Law or these Articles to be decided upon by the Shareholders.

10. Representation. Subject as provided by Luxembourg Law and these Articles, the Company is validly bound or represented towards third parties by:

10.1 the joint signatures of one (1) Class A Manager and one (1) Class B Manager; and

10.2 the sole signature of any person to whom such power has been delegated in accordance with Article 11.

11. Agent of the board of managers. The Board of Managers may delegate any of their powers for specific tasks to one or more ad hoc agents and will determine any such agent's powers and responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of its agency.

12. Board meetings.

12.1 Meetings of the Board of Managers ("Board Meetings") may be convened by any Manager. The Board of Managers shall appoint a chairman.

12.2 The Board of Managers may validly debate and take decisions at a Board Meeting without complying with all or any of the convening requirements and formalities if all the Managers have waived the relevant convening requirements and formalities either in writing or, at the relevant Board Meeting, in person or by an authorized representative.

12.3 A Manager may appoint any other Manager (but not any other person) to act as his representative (a "Manager's Representative") at a Board Meeting to attend, deliberate, vote and perform all his functions on his behalf at that Board Meeting. A Manager can act as representative for more than one other Manager at a Board Meeting provided that (without

prejudice to any quorum requirements) at least two Managers are physically present at a Board Meeting held in person or participate in person in a Board Meeting held under Article 12.5.

12.4 The Board of Managers can only validly debate and take decisions if a majority of the Managers are present or represented. Decisions of the Board of Managers shall be adopted by a simple majority.

12.5 A Manager or his Manager's Representative may validly participate in a Board Meeting through the medium of conference telephone, video conference or similar form of communications equipment provided that all persons participating in the meeting are able to hear and speak to each other throughout the meeting. A person participating in this way is deemed to be present in person at the meeting and shall be counted in the quorum and entitled to vote. Subject to Luxembourg Law, all business transacted in this way by the Managers shall, for the purposes of these Articles, be deemed to be validly and effectively transacted at a Board Meeting, notwithstanding that fewer than the number of directors (or their representatives) required to constitute a quorum are physically present in the same place.

12.6 A resolution in writing signed by all the Managers (or in relation to any Manager, his Manager's Representative) shall be as valid and effective if it had been passed at a Board Meeting duly convened and held and may consist of one or several documents in the like form each signed by or on behalf of one or more of the Managers concerned.

12.7 The minutes of a Board Meeting shall be signed by and extracts of the minutes of a Board Meeting may be certified by the chairman or by any Manager present at the Meeting.

13. Shareholders' resolutions.

13.1 Each Shareholder shall have one vote for every Share of which he is the holder.

13.2 Subject as provided in Articles 13.3, 13.4 and 13.5, Shareholders' Resolutions are only valid if they are passed by Shareholders holding more than half of the Shares, provided that if that figure is not reached at the first meeting or first written consultation, the Shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter and the resolution may be passed by a majority of the votes cast, irrespective of the number of Shares represented.

13.3 Shareholders may not change the nationality of the Company or oblige any of the Shareholders to increase their participation in the Company otherwise than by unanimous vote of the Shareholders.

13.4 Subject as provided in Article 13.3, any resolution to change these Articles (including a change to the Registered Office), subject to any provision in these Articles to the contrary, needs to be passed by a majority in number of the Shareholders representing three quarters of the Shares.

13.5 A resolution to dissolve the Company or to determine the method of liquidating the Company and/or to appoint the liquidators needs to be passed in accordance with Luxembourg Law.

13.6 A meeting of Shareholders (a "Shareholders' Meeting") may validly debate and take decisions without complying with all or any of the convening requirements and formalities if all the Shareholders have waived the relevant convening requirements and formalities either in writing or, at the relevant Shareholders' Meeting, in person or by an authorised representative.

13.7 A Shareholder may be represented at a Shareholders' Meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) a proxy or attorney who need not be a Shareholder.

13.8 If at the time the Company has no more than twenty-five Shareholders, Shareholders' Resolutions may be passed by written vote of Shareholders rather than at a Shareholders' Meeting provided that each Shareholder receives the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted.

13.9 The majority requirement applicable to the adoption of resolutions by a Shareholders' Meeting apply mutatis mutandis to the passing of written resolutions of Shareholders. Except where required by Luxembourg Law, there shall be no quorum requirements for the passing of written resolutions of Shareholders. Written resolutions of Shareholders shall be validly passed immediately upon receipt by the Company of original copies (or copies sent by facsimile transmission or as e-mail attachments) of Shareholders' votes subject to the requirements as provided in Article 13.8. and the above provisions of this Article 13.9., irrespective of whether all shareholders have voted or not.

13.10 If the Company is composed of a sole Shareholder, the sole Shareholder exercises the powers granted to the Shareholders' Meeting by the provisions of section XII of the 1915 Law.

14. Business year.

14.1 The Company's financial year starts on 1st January and ends on the 31st December of each year provided that, as a transitional measure, the first financial year of the Company starts on the date of its incorporation and ends on the following 31 December (all dates inclusive).

14.2 If at the time the Company has more than twenty-five Shareholders, at least one annual general meeting must be held each year pursuant to article 196 of the 1915 Law on the second Thursday of June at 14:00.

15. Distributions on shares.

15.1 From the net profits of the Company determined in accordance with Luxembourg Law, five per cent shall be deducted and allocated to a legal reserve fund. That deduction will cease to be mandatory when the amount of the legal reserve fund reaches one tenth of the Company's nominal capital.

15.2 Subject to the provisions of Luxembourg Law and the Articles, the Company may by resolution of the Shareholders declare dividends in accordance with the respective rights of the Shareholders.

15.3 The Board of Managers may decide to pay interim dividends to the Shareholder(s) before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that (i) the amount to be distributed may not exceed, where applicable, realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the 1915 Law or these Articles and that (ii) any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned may be recovered from the relevant Shareholder(s).

16. Dissolution and Liquidation. The liquidation of the Company shall be decided by the Shareholders' meeting in accordance with Luxembourg Law and Article 13. If at the time the Company has only one Shareholder, that Shareholder may, at its option, resolve to liquidate the Company by assuming personally all the assets and liabilities, known or unknown, of the Company.

17. Interpretation and Luxembourg law.

17.1 In these Articles:

17.1.1 a reference to:

- (a) one gender shall include each gender;
- (b) unless the context otherwise requires, the singular shall include the plural and vice versa;
- (c) a "person" includes a reference to any individual, firm, company, corporation or other body corporate, government, state or agency of a state or any joint venture, association or partnership, works council or employee representative body (whether or not having a separate legal personality);
- (d) a statutory provision or statute includes all modifications thereto and all re-enactments (with or without modifications) thereof.

17.1.2 the words "include" and "including" shall be deemed to be followed by the words "without limitation" and general words shall not be given a restrictive meaning by reason of their being preceded or followed by words indicating a particular class of acts, matters or things or by examples falling within the general words;

17.1.3 the headings to these Articles do not affect their interpretation or construction.

17.2 In addition to these Articles, the Company is also governed by all applicable provisions of Luxembourg Law.

Subscription - Payment

The capital has been subscribed as follows:

Shares:

Lux e-shelter 1	12,500 Shares
Total:	12,500 Shares

All twelve thousand five hundred (12,500) Shares indicated above have been fully paid up, so that the sum of twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500) corresponding to a share capital of twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500) is forthwith at the free disposal of the Company, as has been proved to the notary.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about one thousand three hundred Euro.

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named party, representing the entirety of the subscribed capital and exercising the powers devolved to the shareholders' meeting, passed, through its proxyholder, the following resolutions:

- 1) The following person is appointed as Class A Manager of the Company for an undetermined period:
 - Mr Rupprecht Rittweger, Managing Director, born on 15 June 1970 in Munich, Germany, residing professionally at Mergenthaler Allee 79-81, D-65760 Eschborn, Germany.
- 2) The following person is appointed as Class B Manager of the Company for an undetermined period:
 - Mr Tom Haines, chartered accountant, born on 11 October 1953 in Rainham, United Kingdom of Great Britain, residing professionally at 3, rue Rénert, L-2422 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.
- 3) The Company shall have its registered office at 17, rue des Bains, L-1212 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a German version. On request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the German text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.
The document having been read to the person appearing who signed together with the notary, the present deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung

Im Jahre zweitausenddreizehn, den zwölften September.

Vor dem unterzeichneten Notar, Maître Joseph Elvinger, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

IST ERSCHIENEN:

"Lux e-shelter 1", eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) gegründet nach dem Recht vom Großherzogtum Luxemburg, mit Sitz in 17, rue des Bains, L-1212 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, mit einem eingetragenen Stammkapital von EUR 268.866.207,10 und im Handelsregister von Luxemburg eingetragen unter der Nummer B 162738, hier vertreten durch Flora Gibert, Notarfachangestellte, beruflich wohnhaft in Luxemburg, auf Grund einer privatschriftlichen Vollmacht erteilt am 10. September 2013.

Die Vollmacht bleibt nach Zeichnung ne varietur durch den Erschienenen und den unterzeichneten Notar gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigelegt, um mit derselben eingetragen zu werden.

Der Erschienene ersucht den unterzeichneten Notar, die Satzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), die sie hiermit gründen, wie folgt zu beurkunden:

1. Rechtsform und Bezeichnung der gesellschaft. Das gegenwärtige Dokument bildet die Satzung (im Folgenden die "Satzung") von "e-shelter Properties Holding S.à r.l." (im Folgenden die "Gesellschaft"), einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) gegründet nach dem Recht vom Großherzogtum Luxemburg, einschließlich des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, neue Fassung (im Folgenden das "Gesetz von 1915").

2. Gesellschaftssitz.

2.1 Der Sitz der Gesellschaft (im Folgenden der "Gesellschaftssitz") ist in der Stadt Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

2.2 Der Gesellschaftssitz kann verlegt werden:

2.2.1 innerhalb derselben Gemeinde im Großherzogtum Luxemburg durch Beschluss des Rates der Geschäftsführer der Gesellschaft (wie im Artikel 8.2 erklärt); oder

2.2.2 an jeden Ort innerhalb des Großherzogtums Luxemburg (inner- oder außerhalb derselben Gemeinde) durch Beschluss der Gesellschafterversammlung (im Folgenden der "Beschluss der Gesellschafterversammlung") gemäß der vorliegenden Satzung (einschließlich Artikel 13.4) und der jeweils geltenden Fassung der Gesetze des Großherzogtums Luxemburg, einschließlich des Gesetzes von 1915 über Handelsgesellschaften (im Folgenden das "Luxemburger Recht").

2.3 Sollte eine Situation eintreten oder als voraussehbar betrachtet werden, die die normale Geschäftstätigkeit am Gesellschaftssitz oder den ordnungsgemäßen Geschäftsverkehr zwischen diesem Sitz und dem Ausland durch außergewöhnliche Ereignisse militärischer, politischer, wirtschaftlicher, gesellschaftlicher oder sonstiger Art gefährdet, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend bis zur völligen Wiederherstellung normaler Verhältnisse ins Ausland verlegt werden. Diese Maßnahme betrifft jedoch in keiner Weise die Staatsangehörigkeit der Gesellschaft, welche, ungeachtet der vorübergehenden Sitzverlegung, eine Luxemburger Gesellschaft bleibt. Der Beschluss über die vorübergehende Sitzverlegung der Gesellschaft wird durch den Rat der Geschäftsführer der Gesellschaft getroffen.

2.4 Geschäftsstellen oder andere Zweigniederlassungen können sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland eröffnet werden.

3. Gesellschaftszweck. Zweck der Gesellschaft ist es:

3.1 als Investment Holding Gesellschaft zu agieren und die Geschäfte jeder Körperschaft, an der sie direkt oder indirekt beteiligt ist, zu koordinieren und (entweder über originäre Zeichnung, Ausschreibungen, Kauf, Austausch) ganz oder teilweise Aktien, Beteiligungen, Schuldverschreibungen, Schuldscheine, Bürgschaften und andere Sicherheiten oder anderes Vermögen, die von jeder anderen Person ausgegeben oder garantiert wurden, als Kapitalanlagen zu halten, zu verkaufen, zu tauschen oder über diese zu verfügen;

3.2 alle möglichen Handelsgeschäfte auszuführen und Gewerbe zu betreiben und das gesamte Geschäft oder Teile des Geschäftes, die Liegenschaften und/oder Verbindlichkeiten jeder Person die irgendeines dieser Geschäfte ausübt, zu erwerben, abzuwickeln und auszuüben;

3.3 Geld und Vermögensmittel der Gesellschaft anzulegen oder mit diesen zu handeln, Kredite und Darlehen zu gewähren und zwar zu den Bedingungen, die von dem Rat der Geschäftsführer als angemessen erachtet werden, mit oder ohne Stellung von Sicherheiten;

3.4 Kredite in jeglicher Form aufzunehmen oder sonstige Kreditfazilitäten zu nutzen oder Gelder aufzubringen, zu den Bedingungen, die von dem Rat der Geschäftsführer als angemessen erachtet werden, mit eingeschlossen die Ausgabe von Schuldscheinen und sonstigen dauerhaften oder anderen, konvertierbaren oder nicht konvertierbaren Forderungs- oder Kapitalinstrumenten, die entweder teilweise oder vollständige Belastungen des Unternehmens oder der (bestehenden oder zukünftigen) Vermögenswerte oder ausstehenden Einlagen und diese Sicherheiten zu erwerben, einzulösen, umzuwandeln und auszulösen;

3.5 eine Beteiligung zu erwerben, zu verschmelzen, zu fusionieren, zu konsolidieren und eine Teilhaberschaft zu begründen oder eine Vereinbarung zu treffen, um Gewinne zu teilen, um Interessen zu bündeln, um zu kooperieren, um ein Joint Venture einzugehen, um gegenseitige Zugeständnisse oder ähnliches anderen Personen gegenüber zu machen, mit inbegriffen den Angestellten der Gesellschaft;

3.6 Garantien zu geben, oder Haftungsfreistellungen oder Bürgschaften zu übernehmen und Sicherheiten einzuräumen für die Erfüllung der Verpflichtungen und/oder der Zahlung von Geldern von Personen (einschließlich juristischer Personen an welchen die Gesellschaft eine direkte oder indirekte Beteiligung hält oder einer Person (eine "Holdinggesellschaft") in welcher sie eine direkte oder eine indirekte Beteiligung hält oder welche der gleichen Unternehmensgruppe angehört), unabhängig davon, ob die Gesellschaft dadurch eine Gegenleistung oder einen Vorteil erhält (mittelbar oder unmittelbar), und ob eine persönliche Zusage oder eine Hypothek, eine Belastung oder ein Zurückbehaltungsrecht über einen Teil oder die Gesamtheit der Verpflichtungen der Gesellschaft, deren Eigentum oder deren Vermögen (aktuelles und zukünftiges) oder auf andere Weise besteht; "garantieren" im Sinne des Artikels 3.6 beinhaltet, jede Verbindlichkeit, wie auch immer bezeichnet, zu zahlen, zu erfüllen, finanzielle Mittel für die Bezahlung und Begleichung zur Verfügung zu stellen, Zahlungen im Fall des Zahlungsausfalls sicherzustellen und abzusichern oder anderweitig Schadensersatz im Hinblick auf Verschuldung oder finanzielle Verpflichtungen anderer Personen zu leisten;

3.7 zu kaufen, zu leihen, auszutauschen, zu mieten oder anderweitig persönliches Eigentum und Grundbesitz, und auch jedes Recht oder Privileg diesbezüglich, zu erwerben;

3.8 zu verkaufen, zu verleihen, auszutauschen, zu vermieten und über persönliches Eigentum und Grundbesitz zu verfügen, und/oder einen Teil oder die Gesamtheit der Verpflichtungen der Gesellschaft, die vom Alleingeschäftsführer oder (je nachdem) dem Rat der Geschäftsführer als angemessen erachtet werden, welche ganz oder teilweise Aktien, Schuldverschreibungen und andere Sicherheiten umfassen, welche entweder ganz oder teilweise eingezahlt sind, von einer Person, die (ganz oder teilweise) ähnliche Zwecke verfolgt wie die der Gesellschaft; Gesellschaftsanteile, Schuldverschreibungen und andere erworbene Sicherheiten zu halten; das Eigentum und die Rechte der Gesellschaft zu verbessern, zu verwalten, zu entwickeln, zu verkaufen, auszutauschen, zu verleihen, zu belasten, zu verfügen, Optionsrechte zu übertragen, zu verwerten und auf andere Weise mit dem Eigentum und den Rechten Handel zu treiben.

3.9 alle Handlungen eines jeden Absatzes von diesem Artikel 3 vorzunehmen und zwar (a) in jedem Teil der Welt (b) als Geschäftsherr, Bevollmächtigter, Vertragspartner, Treuhänder oder sonstiges; (c) durch oder mit einen Treuhänder, Bevollmächtigten, Unterauftragnehmer oder sonstiges; oder (d) allein oder zusammen mit einer anderen Person oder anderen Personen;

3.10 alle Handlungen vorzunehmen (inklusive des Abschlusses, der Ausführung oder der Ausübung von Verträgen, Urkunden, Abkommen und Vereinbarungen mit oder zugunsten einer Person), die vom Alleingeschäftsführer oder (je nachdem) dem Rat der Geschäftsführer für die Erfüllung des Gesellschaftszwecks oder für die Ausführung aller ihrer Kompetenzen, als zuträglich oder zielführend erachtet werden;

STETS UNTER DER BEDINGUNG, dass die Gesellschaft keine Transaktion ohne entsprechende Erlaubnis nach Luxemburger Recht tätigt, welche eine reglementierte Tätigkeit des Finanzsektors darstellt oder welche eine Geschäftserlaubnis gemäß dem Luxemburger Recht voraussetzen würde.

4. Dauer. Die Gesellschaft wird für eine unbegrenzte Zeitdauer errichtet.

5. Gesellschaftskapital.

5.1 Das Gesellschaftskapital beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-) und ist in zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteile (im Folgenden "die Anteile") zu je einem Euro (EUR 1,-) aufgeteilt. In der vorliegenden Satzung werden als "Gesellschafter" die Inhaber der Gesellschaftsanteile zum jeweiligen Zeitpunkt bezeichnet und "Gesellschafter" wird entsprechend angepasst.

5.2 Zusätzlich zum Gesellschaftskapital kann ein Aufgeldkonto (im Folgenden das "Aufgeldkonto") eingerichtet werden, auf welches das Aufgeld, welches für Gesellschaftsanteile eingezahlt wird, überwiesen wird. Entscheidungen über die Nutzung des Aufgeldkontos werden von den Geschäftsführern gemäß des Gesetzes von 1915 und dieser Satzung gefällt.

5.3 Die Gesellschaft kann, ohne Einschränkung, Eigenkapitalbeteiligungen oder anderen Beteiligungen zustimmen, ohne Gesellschaftsanteile oder andere Sicherheiten für diese Beteiligungen auszugeben und kann diese Beteiligungen einem oder mehreren Konten gutschreiben. Entscheidungen darüber, wie diese Konten zu verwenden sind, müssen von den Geschäftsführern gemäß des Gesetzes von 1915 und dieser Satzung getroffen werden. Um Zweifel auszuschließen, kann eine derartige Entscheidung, muss aber nicht, einen jeden Betrag bereitstellen, der vom Kapitalanleger eingebracht wurde

5.4 Alle Gesellschaftsanteile haben gleiche Stimmrechte.

5.5 Die Gesellschaft kann im Rahmen des Gesetzes von 1915 ihre eigenen Gesellschaftsanteile zurückkaufen, zurückziehen und/oder annullieren.

6. Unteilbarkeit der gesellschaftsanteile.

6.1 Die Gesellschaftsanteile sind unteilbar.

6.2 Ein Gesellschaftsanteil kann im Namen von mehr als einer Person registriert werden, sofern alle Inhaber eines Gesellschaftsanteils der Gesellschaft schriftlich mitteilen, welcher von ihnen als ihr Vertreter angesehen werden soll; die

Gesellschaft wird diesen Vertreter so behandeln, als sei er der alleinige Inhaber bezüglich dieses Gesellschaftsanteils, einschließlich hinsichtlich Abstimmungen, Gewinnen und anderen Zahlungsrechten.

7. Übertragung der Gesellschaftsanteile.

7.1 Falls die Gesellschaft einen Alleingesellschafter hat, sind die Gesellschaftsanteile frei übertragbar.

7.2 Im Fall von mehreren Gesellschaftern:

7.2.1 Gesellschaftsanteile dürfen lediglich von Todes wegen auf Drittpersonen übertragen werden, es sei denn, Gesellschafter mit mehr als drei Viertel der Gesellschaftsanteile haben der Übertragung im Wege einer Gesellschafterversammlung zugestimmt.

7.2.2 Gesellschaftsanteile dürfen von Todes wegen nicht auf Drittpersonen übertragen werden, die keine Gesellschafter sind, es sei denn, dass entweder diejenigen Gesellschafter, die wenigstens drei Viertel der Anteile der Überlebenden halten, der Übertragung zugestimmt haben oder dass gemäß den Bestimmungen des Artikels 189 des Gesetzes von 1915 gehandelt wird. 7.2.3 Die Übertragung der Gesellschaftsanteile unterliegt den Bestimmungen der Artikel 189 und 190 des Gesetzes von 1915.

8. Geschäftsführung.

8.1 Die Geschäftsführung besteht aus mindestens zwei (2) Geschäftsführern (im Folgenden die "Geschäftsführer"), bestehend aus mindestens einem (1) Geschäftsführer A (im Folgenden ein "Geschäftsführer A") und einem (1) Geschäftsführer B (im Folgenden ein "Geschäftsführer B"), die durch Beschluss der Gesellschafterversammlung gemäß Luxemburger Recht und den Bestimmungen dieser Satzung ernannt werden.

8.2 Die Geschäftsführer bilden den Rat der Geschäftsführer oder conseil de gérance (im Folgenden der "Rat der Geschäftsführer").

8.3 Ein Geschäftsführer kann jederzeit mit oder ohne Angabe von Gründen durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung gemäß Luxemburger Recht und den Bestimmungen dieser Satzung abberufen werden.

9. Befugnisse der Geschäftsführer. Der Rat der Geschäftsführer kann alle Rechtsgeschäfte und Tätigkeiten vornehmen, die wichtig oder nötig sind, um den Gesellschaftszweck zu erreichen, mit Ausnahme der Befugnisse, die ausdrücklich durch das Luxemburger Recht oder durch diese Satzung der Gesellschafterversammlung vorbehalten sind

10. Rechtmässige Vertretung. Gemäß den Vorschriften des Luxemburger Rechts und der vorliegenden Satzung sind folgende Personen befugt, die Gesellschaft nach außen wirksam zu vertreten:

10.1 durch gemeinsame Unterschrift, ein Geschäftsführer A und ein Geschäftsführer B; und

10.2 durch Einzelunterschrift, eine Person, die gemäß Artikel 11 die Vertretungsbefugnis übertragen bekommen hat.

11. Bevollmächtigter des Rates der Geschäftsführer. Der Rat der Geschäftsführer kann einem oder mehreren zu diesem Zweck berufenen Vertreter(n) für spezifische Aufgaben Untervollmacht erteilen und bestimmt den Verantwortungsbereich und (gegebenenfalls) die Bezahlung, die Dauer und alle anderen wesentlichen Bedingungen der Vertretung.

12. Geschäftsführerversammlung.

12.1 Die Versammlung des Rates der Geschäftsführer (im Folgenden die "Geschäftsführerversammlung") kann durch einen Geschäftsführer einberufen werden. Der Rat der Geschäftsführer ernennt einen Vorsitzenden.

12.2 Der Rat der Geschäftsführer kann während einer Geschäftsführerversammlung wirksam beraten und ohne vorherige Einberufungserfordernisse oder Einberufungsformalitäten Beschlüsse fassen, wenn alle Geschäftsführer schriftlich oder während der entsprechenden Geschäftsführerversammlung, persönlich oder durch einen ermächtigten Vertreter auf die Einberufungserfordernisse oder Einberufungsformalitäten verzichtet haben.

12.3 Jeder Geschäftsführer kann sich durch einen anderen Geschäftsführer (nicht aber durch eine beliebige andere Person) anlässlich einer Geschäftsführerversammlung vertreten lassen (im Folgenden der "Vertreter eines Geschäftsführers") um in seinem Namen an der Sitzung teilzunehmen, zu verhandeln, abzustimmen und sämtliche Funktionen auszuüben. Ein Geschäftsführer kann als Vertreter für mehrere Geschäftsführer auf einer Geschäftsführerversammlung auftreten, unter der Voraussetzung (ohne Beeinträchtigungen auf die Abwesenheitsbedingungen), dass mindestens zwei Geschäftsführer physisch auf der Geschäftsführerversammlung anwesend sind oder in persona unter der Voraussetzung des Artikels 12.5 an der Versammlung teilnehmen.

12.4 Der Rat der Geschäftsführer kann nur wirksam beraten und Beschlüsse fassen, wenn mindestens die Mehrheit der Geschäftsführer anwesend oder vertreten sind. Die Entscheidungen des Rates der Geschäftsführer werden durch einfache Mehrheit getroffen.

12.5 Ein Geschäftsführer beziehungsweise dessen Vertreter kann wirksam an einer Geschäftsführerversammlung via Telefon- oder Videokonferenzschaltung oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel teilnehmen, vorausgesetzt, dass alle Teilnehmer während der Sitzung in der Lage sind, sich gegenseitig zu hören und zu sprechen. Eine in dieser Weise teilnehmenden Personen gilt als persönlich in der Sitzung anwesend, wird im Quorum mitgezählt und kann ihre Stimme abgeben. Gemäß Luxemburger Recht gelten alle auf diese Art und Weise von den Geschäftsführern getätigten Geschäfte, zum Zwecke der vorliegenden Satzung, als zulässig und wirksam in der Geschäftsführerversammlung getätigt, ungeachtet

der Tatsache, dass weniger als die für eine Abstimmung vorausgesetzte Zahl der Geschäftsführer (oder deren Vertreter) physisch an demselben Ort anwesend sind.

12.6 Ein schriftlicher Beschluss, der von allen Geschäftsführern (beziehungsweise dem jeweiligen Vertreter eines Geschäftsführers) unterzeichnet wurde, ist ordnungsgemäß und rechtskräftig, wenn er in einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Geschäftsführerversammlung beschlossen wurde. Ein solcher Beschluss kann aus einem oder mehreren ähnlichen Dokumenten bestehen, die jeweils von den betreffenden Geschäftsführern oder deren Vertretern unterschrieben wurden.

12.7 Die Sitzungsprotokolle der Geschäftsführerversammlung können unterschrieben und die Auszüge der Sitzungsprotokolle beglaubigt werden durch den Vorsitzenden oder durch einen in der Sitzung anwesenden Geschäftsführer.

13. Beschlüsse der Gesellschafterversammlung.

13.1 Jeder Gesellschafter hat eine Stimme für jedes Gesellschaftsanteil das er hält.

13.2 Ausgenommen Artikel 13.3, 13.4 und 13.5, sind Beschlüsse der Versammlung der Gesellschafter nur dann wirksam angenommen, wenn sie von Gesellschaftern angenommen wurden, die mehr als die Hälfte der Gesellschaftsanteile halten; sofern diese Mehrheit bei der ersten Gesellschafterversammlung oder der ersten schriftlichen Konsultation nicht erreicht ist, werden die Gesellschafter ein zweites Mal mittels Einschreiben einberufen oder konsultiert, und dieser Beschluss benötigt die Mehrheit der abgegebenen Stimmen, unabhängig von der Anzahl der repräsentierten Gesellschaftsanteile die Mehrheit der abgegebenen Stimmen.

13.3 Die Änderung der Nationalität der Gesellschaft oder die Verpflichtung der Gesellschafter, ihre Beteiligung an der Gesellschaft zu erhöhen bedürfen der Einstimmigkeit der Gesellschafter.

13.4 Ausgenommen Artikel 13.3, können Beschlüsse von Satzungsänderungen (einschließlich der Verlegung des Gesellschaftssitzes), vorbehaltlich etwaiger gegenteiliger Regelungen, nur durch eine Mehrheit von Gesellschaftern, die mindestens drei Viertel der Gesellschaftsanteile halten, beschlossen werden.

13.5 Beschlüsse bezüglich der Auflösung der Gesellschaft, oder der Festlegung einer Liquidationsmethode der Gesellschaft und/oder der Nominierung von Liquidationsverwaltern werden im Einklang mit dem Luxemburger Recht getätigt.

13.6 Eine Gesellschafterversammlung (im Folgenden die "Gesellschafterversammlung") kann ohne vorherige Einberufungserfordernisse oder Einberufungsformalitäten abgehalten werden, wenn alle Gesellschafter oder deren Vertretungsberechtigte schriftlich auf die entsprechenden Einberufungserfordernisse oder Einberufungsformalitäten auf dem Schriftwege oder persönlich bzw. durch den Vertretungsberechtigten auf der entsprechenden Gesellschafterversammlung, verzichtet haben.

13.7 Ein Gesellschafter kann sich auf einer Gesellschafterversammlung durch einen schriftlich (oder per Fax, E-Mail oder ähnlichem Kommunikationsmittel) bestellten Stellvertreter oder Bevollmächtigten, der selbst kein Gesellschafter sein muss, vertreten lassen.

13.8 Sofern die Gesellschaft nicht mehr als fünfundzwanzig Gesellschafter hat, kann ein Beschluss der Gesellschaftsversammlung durch schriftliche Abstimmung der Gesellschafter anstelle im Wege einer Gesellschafterversammlung erfolgen, vorausgesetzt, jeder Gesellschafter hat den genauen Wortlaut der zu fassenden Beschlüsse oder Entscheidungen erhalten.

13.9 Die Mehrheitsanforderungen für die Beschlussfassung durch eine Gesellschafterversammlung sind mutatis mutandis auf die Durchführung von schriftlichen Beschlüssen der Gesellschafter anzuwenden. Falls nach Luxemburger Recht nichts anderes vorgesehen ist, sollen keine Quorum-Anforderungen für die Durchführung von schriftlichen Beschlüssen der Gesellschafter bestehen. Schriftliche Beschlüsse der Gesellschafter sind in dem Moment unmittelbar wirksam gefasst, in dem der Gesellschaft Originalkopien (oder Kopien, die per Faxübertragung oder als E-Mail Anhang gesendet wurden) der Gesellschafterstimmen gemäß den Regelungen in Artikel 13.8.1 und den obigen Voraussetzungen von Artikel 13.9 zugehen, unabhängig davon, ob alle Gesellschafter abgestimmt haben oder nicht.

13.10 Sofern die Gesellschaft nur einen Alleingesellschafter beinhaltet, übt der Alleingesellschafter die der Gesellschafterversammlung zugeteilten Befugnisse gemäß Sektion XII des Gesetzes von 1915 aus.

14. Geschäftsjahr.

14.1 Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt jeweils am 1. Januar des Jahres und endet jeweils am 31. Dezember des Jahres, vorausgesetzt, dass als Übergangsbestimmung das erste Geschäftsjahr der Gesellschaft am Tag der Gründung der Gesellschaft beginnt und am folgenden 31. Dezember (alle Daten inbegriffen) endet.

14.2 Soweit die Gesellschaft zum maßgeblichen Zeitpunkt mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, müssen gemäß Artikel 196 des Gesetzes von 1915 wenigstens einmal im Jahr, am zweiten Donnerstag des Monats Juni, um 14:00, Gesellschafterversammlungen abgehalten werden.

15. Ergebnisbeteiligung und Ausschüttungen.

15.1 Vom Nettogewinn der Gesellschaft, welcher in Übereinstimmung den anwendbaren rechtlichen Bestimmungen ermittelt wurde, werden 5% (fünf Prozent) zur Bildung der gesetzlichen Rücklage verwendet. Diese zwingende Verpflichtung zur Bildung der Rücklage endet, wenn diese Rücklage einen Betrag erreicht hat, der 10% (zehn Prozent) des Gesellschaftskapital der Gesellschaft entspricht.

15.2 Gemäß Luxemburger Recht und dieser Satzung, soll die Ausschüttung von verfügbarem ausschüttbarem Kapital gemäß der entsprechenden Rechte der jeweiligen Gesellschafter durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung verkündet werden.

15.3 Es können Vorschüsse auf Dividenden vor Ende des Geschäftsjahres durch Beschluss des Rates der Geschäftsführer anhand eines Zwischenabschlusses, welcher einen ausreichend ausschüttbaren Betrag aufweist, ausgezahlt werden, vorausgesetzt, dass (i) der Betrag der ausgeschüttet werden soll, nicht den Betrag des seit dem Ende des letzten Geschäftsjahres realisierten Gewinns, erhöht um den Gewinnvortrag und die ausschüttbaren Reserven, aber reduziert um den Verlustvortrag und um Beträge die in die gesetzliche oder satzungsmäßige Rücklage der Gesellschaft einzustellen sind, übersteigt und dass (ii) alle derart ausgeschütteten Beträge, die nicht dem tatsächlich erzielten Gewinn der Gesellschaft entsprechen von dem /den Gesellschafter/n zurückzuzahlen sind.

16. Auflösung und Liquidation. Die Entscheidung über die Auflösung der Gesellschaft wird von der Gesellschafterversammlung in Übereinstimmung mit dem Luxemburger Recht und Artikel 13 getroffen. Wenn die Gesellschaft nur einen Gesellschafter hat, kann dieser Gesellschafter sich dazu entschließen die Gesellschaft aufzulösen und persönlich alle Vermögenswerte und Schulden der Gesellschaft, bekannte wie auch unbekannte, zu übernehmen.

17. Interpretation und Luxemburger Gesetz.

17.1 In der vorliegenden Satzung:

17.1.1 umfasst/umfassen:

(a) Personenbezeichnungen, welche aus Gründen der besseren Lesbarkeit lediglich in der männlichen oder weiblichen Form verwendet werden, das jeweils andere Geschlecht;

(b) Begriffe, die in der Einzahl verwendet werden, auch die Mehrzahl und vice versa, soweit sich nichts anderes aus dem Sachzusammenhang ergibt;

(c) eine "Person" bezieht sich auf ein Individuum, eine Firma, eine Gesellschaft, ein Unternehmen oder ein anderes Gesellschaftsorgan, die Regierung, den Staat oder eine Staatliche Agentur oder eine Joint Venture, einen Verein, eine Partnerschaft, einen Betriebsrat oder den Arbeitnehmervertreter (mit oder ohne eigene Rechtspersönlichkeit);

(d) eine satzungsgemäße Regelung oder gesetzliche Vorschrift beinhaltet alle Änderungen und die Wiederinkraftsetzung (mit oder ohne Änderungen) hiervon.

17.1.2 die Wörter "umfassen" und "sich auf etwas beziehen" beinhalten stillschweigend den Zusatz der Wörter "ohne Einschränkung". Allgemeinen Begriffen darf kein restriktiverer Sinn gegeben werden, auf Grund der Tatsache, dass ihnen Wörter vorangestellt sind oder ihnen folgen, die auf Handlungen, Angelegenheiten oder Sachen hinweisen oder deren Beispiele einen allgemeinen Sinn haben;

17.1.3 die Überschriften der vorliegenden Satzung haben keinen Einfluss auf ihre Interpretation oder Auslegung.

17.2 Die Gesellschaft unterliegt über diese Satzung hinaus sämtlichen Luxemburger Rechtsvorschriften.

Zeichnung - Einzahlung

Das Gesellschaftskapital wurde wie folgt gezeichnet:

Gesellschaftsanteile:

Lux e-shelter 1	12.500 Gesellschaftsanteile
Total:	12.500 Gesellschaftsanteile

Alle zwölftausendfünfhundert (12.500) Gesellschaftsanteile wurden vollständig eingezahlt, so dass die Summe von zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteilen, welche einem Gesellschaftskapital der Gesellschaft von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-) entsprechen, ab sofort der Gesellschaft zur Verfügung steht, wurde dem amtierenden Notar nachgewiesen wurde.

Kosten

Kosten und Auslagen, die der Gesellschaft für diese Gründung entstehen oder die sie zu tragen hat, belaufen sich auf ungefähr ein tausend drei hundred Euro (EUR 1.300,-).

Ausserordentliche Generalversammlung

Sodann fasst der Erschienene, gleich nach der Gesellschaftsgründung, welcher das gesamte Gesellschaftskapital vertritt, folgende Beschlüsse:

1) Der Alleingesellschafter ernennt, für eine unbestimmte Zeit, folgende Person als Geschäftsführer A:

- Herrn Rupprecht Rittweger, Geschäftsführer, geboren am 15. Juni 1970 in München, Deutschland, geschäftsansässig in Mergenthaler Allee 79-81, D-65760 Eschborn, Deutschland.

2) Der Alleingesellschafter ernennt, für eine unbestimmte Zeit, folgende Person als Geschäftsführer B:

- Herrn Tom Haines, Wirtschaftsprüfer, geboren am 11. Oktober 1953 in Rainham, Vereintes Königreich von Großbritannien, geschäftsansässig in 3, rue Renért, L-2422 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

3) Als Adresse des Gesellschaftssitzes wird 17, rue des Bains, L-1212 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg bestimmt.

WORÜBER URKUNDE erstellt wurde mit Datum wie eingangs erwähnt in Luxemburg.

Der amtierende Notar, welcher die englische Sprache versteht und spricht, bestätigt, dass vorliegende Urkunde in Englisch gefasst ist, gefolgt von einer deutschen Übersetzung und dass im Falle von Unterschieden zwischen der englischen und der deutschen Fassung die deutsche Fassung maßgebend ist.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den erschienenen Bevollmächtigten, hat letzterer mit uns, dem amtierenden Notar, die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Signé: F. GIBERT, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 13 septembre 2013. Relation: LAC/2013/41762.

Reçu soixante-quinze euros (75,- €)

Le Receveur ff. (signé): Caroel FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur sa demande

Luxembourg, le 30 août 2013.

Référence de publication: 2013132406/542.

(130161653) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 septembre 2013.

Hastelux Sàrl, Société à responsabilité limitée,

(anc. Sun Square Sàrl.).

Enseigne commerciale: Sun Square.

Siège social: L-9156 Heiderscheid, 4, Fuussekaul.

R.C.S. Luxembourg B 111.239.

L'an deux mille treize, le trente août.

Par-devant Maître Pierre PROBST, notaire de résidence à Ettelbruck.

A comparu:

Monsieur Charles MERSCH, employé privé, né à Luxembourg le 17 janvier 1981, demeurant à L-5761 Hassel, 9, rue de l'Eglise,

lequel comparant, actuellement seul associé de la société à responsabilité limitée "SUN SQUARE S.à r.l." (matr. 2005 24 29 162), avec siège social à L- 9156 Heiderscheid, 4, Fuussekaul,

constituée suivant acte reçu par le notaire Jean Seckler, de résidence à Junglinster en date du 6 octobre 2005, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations, numéro 265 du 6 février 2006,

inscrite au registre de commerce sous le numéro B 111.239,

lequel comparant, représentant l'intégralité du capital social de la susdite société, s'est réuni en assemblée générale extraordinaire et a pris sur ordre du jour conforme, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé décide de changer la raison sociale de la société et en conséquence de modifier l'article 2 des statuts qui aura dorénavant la teneur suivante:

Art. 2. La société prend la dénomination de HASTELUX SARL. Elle pourra utiliser les enseignes commerciales suivantes SUN SQUARE et FIISSCHENCONCEPT.

Deuxième résolution

L'associé décide d'élargir l'objet social de la société et en conséquence de modifier l'article 3 des statuts qui aura dorénavant la teneur suivante:

Art. 3. La société a pour objet l'exploitation d'un solarium et d'un institut de beauté ainsi que la vente de meubles, d'articles de literie et d'accessoires.

Dans le cadre de son activité, la société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

Elle pourra effectuer toutes opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rapportant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus et susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement.

Troisième résolution

L'associé décide de révoquer la gérante Madame Beatrice Elfriede Heiners, esthéticienne, demeurant à B4770 Amel, Wallerode, 115 avec effet immédiat; Monsieur Charles MERSCH prénommé, restera donc seul gérant avec pouvoir d'engager la société par sa seule signature et ce pour une durée indéterminée.

Troisième résolution

L'associé décide de modifier l'article 5 des statuts qui aura dorénavant la teneur suivante:

Art. 5. Le siège social est établi dans la commune de Heiderscheid. La société pourra établir des succursales en toute localité du Grand-Duché ou à l'étranger.

Le siège social peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision des associés.

Frais

Les frais des présentes sont à charge de la société HASTELUX SARL.

Déclaration du comparant

L'associé déclare, en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le bénéficiaire réel de la société faisant l'objet des présentes et certifie que les fonds/biens/droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code pénal et 8-1 de la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-5 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Dont acte, fait et passé à Ettelbruck, en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par noms, prénoms usuels, état et demeure, ils ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Charles MERSCH, Pierre PROBST.

Enregistré à Diekirch, le 3 septembre 2013. Relation: DIE/2013/10759. Reçu soixante-quinze euros 75,00.-€

Le Receveur (signé): Tholl.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande et aux fins de publication au Mémorial.

Ettelbruck, le 18 septembre 2013.

Référence de publication: 2013132311/62.

(130160374) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2013.

TCRe Luxembourg, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-2453 Luxembourg, 20, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 112.052.

Succursale luxembourgeoise de TRADE CREDIT RE INSURANCE COMPANY S.A.

Société Anonyme

Banque Carrefour des Entreprises 864.602.471

Extrait des résolutions prises par le conseil d'administration en date du 3 mai 2013

- Monsieur Claude STIENNON, né le 01/10/1947 à Liège (Belgique) et demeurant à L-1628 Luxembourg, 59, rue des Glacis a démissionné de son mandat de représentant permanent de la succursale luxembourgeoise de TRADE CREDIT RE INSURANCE COMPANY S.A. au titre de mandataire général et directeur en date du 30/06/2012;

- Monsieur Claude STIENNON a été remplacé dans cette fonction de représentant permanent de la succursale luxembourgeoise de TRADE CREDIT RE INSURANCE COMPANY S.A. au titre de mandataire général et directeur par Monsieur Camille WESTER, né le 02/11/1956 à Wiltz (Lux) et demeurant à L-9837 Neidhausen, 5, lewescht Duerf, nommé le 01/11/2012;

- Monsieur Claude STIENNON a démissionné de son mandat de membre du conseil d'administration de la société de droit belge TRADE CREDIT RE INSURANCE COMPANY S.A., en date du 30/06/2012;

- Bernard ROSEN, né le 18/08/1948 à Uccle (Belgique), et demeurant à B-1180 Bruxelles, 17, Av. Kamerdelle, a démissionné de son mandat de membre du conseil d'administration, au titre de Président du comité de direction et administrateur, de la société de droit belge TRADE CREDIT RE INSURANCE COMPANY S.A., en date du 30/06/2008;

- La société Finance & Management Consulting sprl, ayant son siège social à B-5080 Namur, 9, rue de Namur, a démissionné de son mandat de membre du conseil d'administration de la société de droit belge TRADE CREDIT RE INSURANCE COMPANY S.A., en date du 07/05/2010;

- La société Fortis Venturing Holding BV, ayant son siège social à NL-3500 Utrecht, 6, Archimedeslaan, a démissionné de son mandat de membre du conseil d'administration de la société de droit belge TRADE CREDIT RE INSURANCE COMPANY S.A., en date du 16/03/2012;

- L'Office National du Ducroire, ayant son siège social à B-1000 Bruxelles, 3, rue Montoyer, a démissionné de son mandat de membre du conseil d'administration de la société de droit belge TRADE CREDIT RE INSURANCE COMPANY S.A., en date du 16/03/2012;

- Monsieur Dirk TERWEDUWE, né le 05/10/1961 à Aarschot et demeurant à 3070 Kortenberghoogveldstraat 11A a été nommé comme membre du conseil d'administration de la société de droit belge TRADE CREDIT RE INSURANCE COMPANY S.A. en date du 16/03/2012 et jusqu'à l'assemblée générale annuelle de 2018;

- Monsieur Stefaan VAN BOXSTAEL, né le 15/12/1971 à Aalst et demeurant à 9940 Evergem Rabotstraat 174 a été nommé comme membre du conseil d'administration de la société de droit belge TRADE CREDIT RE INSURANCE COMPANY S.A., en date du 16/03/2012 et jusqu'à l'assemblée générale ordinaire de 2018;

- Monsieur Frank VANWINGH, né le 19/07/1962 à Hasselt et demeurant à 3010 Leuven Pellenbergstraat 174 a été nommé comme membre du conseil d'administration de la société de droit belge TRADE CREDIT RE INSURANCE COMPANY S.A. en date du 16/03/2012 et jusqu'à l'assemblée générale ordinaire de 2018;

- Monsieur Eckhard HORST, né le 13/03/1966 à Bingen (DE) et demeurant à B-1410 Waterloo, Av. du Zodiaque, 71, a été nommé comme membre du conseil d'administration de la société de droit belge TRADE CREDIT RE INSURANCE COMPANY S.A. en date du 04/05/2012 et jusqu'à l'assemblée générale ordinaire de 2018;

- Monsieur Eric JOOS, né le 28/02/1962 à Reet et demeurant à 9100 St-Niklaas Baenslandstraat 37 a été nommé comme membre du conseil d'administration de la société de droit belge TRADE CREDIT RE INSURANCE COMPANY S.A., en date du 04/05/2012 et jusqu'à l'assemblée générale ordinaire de 2018;

- Monsieur François Cousin, né le 05/04/1957 à Uccle et demeurant à 1640 Rhode St-Genèse Heymansdries 60 a été nommé comme membre du conseil d'administration de la société de droit belge TRADE CREDIT RE INSURANCE COMPANY S.A., en date du 04/05/2007; son mandat a été renouvelé le 3 mai 2013 jusqu'à l'assemblée générale ordinaire de 2019;

- Monsieur Camille Wester, né le 02/11/1956 à Wiltz (Lux) et demeurant à L-9837 Neidhausen 5 Lewesch Duerf a été nommé comme membre du conseil d'administration de la société de droit belge TRADE CREDIT RE INSURANCE COMPANY S.A., en date du 23/12/2004; son mandat a été renouvelé le 07/05/2010 jusqu'à l'assemblée générale de 2016;

- Compagnie Mobilière et Foncière du Bois Sauvage SA, rue du Bois Sauvages, 17, à B-1000 Bruxelles, a été nommée administrateur de la société de droit belge TRADE CREDIT RE INSURANCE COMPANY S.A. le 23/12/2004; son mandat a été renouvelé le 07/05/2010 jusqu'à l'assemblée générale ordinaire de 2016;

- L'Office du Ducroire du Grand-Duché de Luxembourg, rue Alcide de Gasperi, 7 L-2981 Luxembourg, a été nommé administrateur de la société de droit belge TRADE CREDIT RE INSURANCE COMPANY S.A. le 13 juin 2005; son mandat a été renouvelé le 05/05/2011 jusqu'à l'assemblée générale de 2017

Luxembourg, le 17 septembre 2013.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2013132330/62.

(130160488) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2013.

Arid Lux SA, Société Anonyme.

Siège social: L-9647 Doncols, 6, Chemin des Douaniers.

R.C.S. Luxembourg B 180.246.

STATUTS

L'an deux mil treize, le vingt-cinq juillet

Par-devant Maître Joëlle SCHWACHTGEN, notaire de résidence à Wiltz,

Ont comparu:

1.- Monsieur Youssef AKICHOUH, né à Sint-Lambrechts-Woluwe (B) le 27 février 1983, demeurant à B-1930 Zaventem, Woluwe Straat, 25,

2.- Monsieur Abderrahim ARIGUI, né à Beni Ansar (Maroc) le 19 septembre 1981, demeurant à B-9400 Ninove, Kaardeloodstraat 20

3.- Monsieur Naim IDRISSE, né à Bruxelles le 2 avril 1983, demeurant à B-1050 Ixelles, Avenue Buyl, 80,

Ici représenté par Monsieur Abderrahim ARIGUI, prénommé, en vertu d'une procuration sous seing privé dressée à Bruxelles le 19 juillet 2013 laquelle procuration après avoir été signée NE VARIETUR par les comparants, restera ci-annexée;

Lesquels comparants, présents ou tel que représentés, ont déclaré constituer une société anonyme dont ils arrêtent les statuts comme suit:

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Il est formé par les présents par la personne ci-avant qualifiée et toutes celles qui deviendraient dans la suite propriétaires des actions ci-après créées, une société anonyme sous la dénomination de «ARID LUX SA» qui sera régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, ainsi que les présents statuts de constitution.

Art. 2. Le siège social est établi dans la commune de Winseler

Il pourra être transféré dans toute autre localité du pays par décision de l'assemblée générale.

Au cas où le conseil d'administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège ou entre ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, il pourra transférer temporairement le siège social à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances anormales; ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

La déclaration de transfert du siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

Art. 3. La société a pour objet tant au Grand-Duché du Luxembourg qu'à l'étranger, d'effectuer tant en son nom propre que pour compte de tiers le transport rémunéré de marchandises et de personnes par véhicules automoteurs. Elle pourra s'intéresser par voie d'apport de souscription, prise de participation, de fusion et de scission, ou autrement, dans toutes sociétés ou entreprises ayant un objet similaire, analogue ou connexe au sien, ou de nature à favoriser son développement.

Elle pourra par ailleurs exercer tous types de fonctions dans d'autres sociétés, y compris celle d'administrateur.

Elle pourra fournir et demander des services et conseils.

En général, la société peut effectuer toutes opérations commerciales et financières, mobilières et immobilières ayant un rapport direct ou indirect avec son objet social ou qui sont de nature à en favoriser l'extension et le développement.

Art. 4. La société est constituée pour une durée illimitée.

Capital - Actions

Art. 5. Le capital social de la société est fixé à trente et un mille euros (31.000.-€) représenté par cent vingt (120) actions sans désignation de valeur nominale.

Art. 6. Les actions sont et resteront nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions non divisibles.

La société pourra procéder au rachat de ses actions dans les conditions prévues par la loi.

Administration - Surveillance

Art. 7. La société est administrée par un conseil d'administration.

Si la société ne comporte qu'un associé unique le conseil d'administration peut être composé par un seul administrateur. Dès que l'assemblée générale constate l'existence de plus d'un associé il y aura lieu de nommer un conseil d'administration composé de trois membres au moins.

Les administrateurs seront nommés par l'assemblée générale des actionnaires, qui déterminera leur nombre, pour une durée qui ne peut dépasser six ans et ils resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus. Ils sont rééligibles et ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale, avec ou sans motif.

Lorsqu'une personne morale est nommée administrateur, celle-ci est tenue de désigner un représentant permanent chargé de l'exécution de cette mission au nom et pour le compte de la personne morale. Ce représentant est soumis aux mêmes conditions et encourt la même responsabilité civile que s'il exerçait cette mission en nom et pour son propre compte, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente. Celle-ci ne peut révoquer son représentant qu'en désignant simultanément son successeur.

Le nombre des administrateurs ainsi que leur rémunération sont fixés par l'assemblée générale de la société.

En cas de vacance d'un ou plusieurs postes d'administrateurs pour cause de décès, démission ou toutes autres causes, il sera pourvu à leur remplacement par le conseil d'administration conformément aux dispositions de la loi. Dans ce cas, l'assemblée générale, ratifiera la nomination à sa prochaine réunion.

Art. 8. L'administrateur unique exerce les fonctions dévolues au conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut choisir parmi ses membres un président. En cas d'empêchement du président, l'administrateur désigné à cet effet par les administrateurs présents, le remplace.

Le conseil ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs étant admis sans qu'un administrateur ne puisse représenter plus d'un de ses collègues.

Pour le calcul du quorum, sont réputés présents les administrateurs qui participent à la réunion du conseil d'administration, les personnes qui assistent par visioconférence ou des moyens de télécommunication permettant leur identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion dont les délibérations sont retransmises de façon continue. Pareille réunion est réputée se dérouler au siège de la société.

Les administrateurs peuvent émettre leur vote sur les questions à l'ordre du jour par lettre, télécopie, télégramme ou tout autre moyen de télécommunication informatique.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

Toute décision du conseil est prise à la majorité simple des voix. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Art. 9. Les procès-verbaux de toute réunion du conseil d'administration sont signés par le président de la réunion et par un autre administrateur ou par l'administrateur unique. Les procurations resteront annexées aux procès-verbaux.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux, destinés à servir en justice ou ailleurs, seront signés par le président du conseil d'administration ou par deux administrateurs ou par l'administrateur unique.

Art. 10. Le conseil d'administration ou l'administrateur unique sont investis des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires sociales et faire tous les actes de disposition et d'administration qui rentrent dans l'objet social. Ils sont autorisés à verser des acomptes sur dividendes aux conditions prévues par la loi. Tous les pouvoirs qui ne sont pas réservés expressément à l'assemblée générale par les statuts ou par la loi, sont de la compétence du conseil d'administration respectivement de l'administrateur unique.

Art. 11. Le conseil ou l'administrateur unique peuvent déléguer tout ou partie de leurs pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion, à un ou plusieurs administrateurs, directeurs spéciaux, fondés de pouvoir, employés ou autres agents qui n'auront pas besoin d'être actionnaire de la société, ou conférer des pouvoirs ou mandats spéciaux ou des fonctions permanentes ou temporaires à des personnes ou agents de son choix.

Art. 12. Vis-à-vis des tiers, la société sera engagée valablement soit par les signatures conjointes de deux administrateurs dont celle de l'administrateur-délégué à la gestion journalière, soit par la signature individuelle de l'administrateur-délégué à la gestion journalière dans le cadre de cette gestion.

Si la société fonctionne au moyen d'un administrateur unique ce dernier engage valablement la société en toute circonstance par sa seule signature.

Art. 13. Les administrateurs ainsi que toute personne appelée à assister aux réunions du conseil d'administration ou à assister l'administrateur unique à la gestion de la société sont tenus de ne pas divulguer, même après la cessation de leurs fonctions, les informations dont ils disposent sur la société anonyme et dont la divulgation serait susceptible de porter préjudice aux intérêts de la société, à l'exception des divulgations exigées ou admises par une disposition légale ou réglementaire applicable aux sociétés anonymes ou dans l'intérêt public.

Art. 14. La surveillance financière de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non.

Ils sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires, qui déterminera leur nombre, pour une durée qui ne peut dépasser six ans, et ils resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus. Ils sont rééligibles et ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale, avec ou sans motif.

Assemblée générale des actionnaires

Art. 15. Toute assemblée générale des actionnaires régulièrement constituée représente l'ensemble des actionnaires.

Sous réserve des dispositions de l'article 10 précité, elle a les pouvoirs les plus étendus pour ordonner, exécuter ou ratifier les actes en relation avec les activités de la société.

Si la société est constituée par un associé unique ce dernier exerce les pouvoirs attribués à l'assemblée générale des actionnaires.

Art. 16. L'assemblée générale annuelle se réunit au siège social de la société ou à tout autre endroit indiqué dans les avis de convocations le dernier lundi de mai de chaque année à 11.00 heures. L'assemblée générale annuelle doit être tenue dans les six mois de la clôture de l'exercice et la première assemblée générale peut avoir lieu dans les dix-huit mois suivant la constitution.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 17. Le conseil d'administration, l'administrateur unique ou le commissaire aux comptes peuvent convoquer d'autres assemblées générales. De telles assemblées doivent être convoquées si les actionnaires représentant au moins un cinquième du capital social le demandent.

Art. 18. Les convocations aux assemblées générales se font dans les formes prévues par la loi.

Au cas où tous les actionnaires sont présents ou représentés et déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans les convocations préalables.

Le calcul du quorum se fait selon les modalités prévues par la loi. Sont réputés présents pour ce calcul les actionnaires qui participent à la réunion du conseil d'administration les personnes qui assistent par visioconférence ou des moyens de télécommunication permettant leur identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion dont les délibérations sont retransmises de façon continue.

Tout actionnaire peut prendre part aux assemblées en désignant par écrit, par câble, par télégramme, par télex ou par télécopie ou tout autre moyen de télécommunication informatique un mandataire, lequel peut ne pas être actionnaire.

Sous réserve des restrictions légales, chaque action donne droit à une voix.

Les copies ou extraits des procès-verbaux de l'assemblée à produire en justice ou ailleurs sont signés par le président du conseil d'administration, par deux administrateurs ou par l'administrateur unique.

Année sociale - Bilan

Art. 19. L'année sociale de la société commence le premier janvier et finit le dernier jour du mois de décembre.

Le conseil d'administration établit le bilan et le compte de profits et pertes. Au moins un mois avant la date de l'assemblée générale annuelle, il soumet ces documents, ensemble avec un rapport sur les activités de la société, au commissaire aux comptes qui établira son rapport sur ces documents.

Art. 20. Sur les bénéfices nets de la société, il est prélevé cinq pour cent pour la formation d'un fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve atteindra le dixième du capital social souscrit de la société.

Sur recommandation du conseil d'administration ou de l'administrateur unique l'assemblée générale des actionnaires décide de l'affectation des bénéfices annuels nets. Elle peut décider de verser la totalité ou une part du solde à un ou plusieurs comptes de réserve ou de provision, de le reporter à nouveau à la prochaine année fiscale ou de le distribuer aux actionnaires comme dividendes.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique peuvent procéder à un versement d'acomptes sur dividendes dans les conditions fixées par la loi. Ils détermineront le montant ainsi que la date du paiement de ces acomptes.

Dissolution - Liquidation

Art. 21. La société peut être dissoute à tout moment par décision de l'assemblée générale délibérant aux mêmes conditions de quorum et de majorité que celles exigées pour la modification des statuts, sauf dispositions contraires de la loi.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou plusieurs liquidateurs, nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 22. Disposition générale. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouvera son application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

Mesures transitoires

La première année sociale de la société commence le jour de la constitution et finit le dernier jour de décembre de l'an 2014.

Souscription et Libération

Les comparants préqualifiés ont souscrit aux actions créées de la manière suivante:

Monsieur Youssef AKICHOUH, prénommé:	40 actions
Monsieur Abderrahim ARIGUI, prénommé:	40 actions
Monsieur Naim IDRISSE, prénommé	40 actions

Soit un total de cent vingt (120) actions représentant l'intégralité du capital social.

Les actions ont été libérées à concurrence de 25 % par des versements en espèces, de sorte que la somme de SEPT MILLE SEPT CENT CINQUANTE EUROS (EUR 7.750), se trouve dès à présent à la disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant, qui le constate expressément.

Déclaration

Le notaire instrumentant constate que les conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ont été observées.

Coût, Evaluation

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société en raison de sa constitution sont estimés à environ 1060.-€

Assemblée Générale extraordinaire

Et à l'instant les comparants pré qualifiés, représentant l'intégralité du capital social, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire et ont pris les résolutions suivantes:

- 1) Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui de commissaire au compte est fixé à un.
- 2) Sont appelés aux fonctions d'administrateurs, le mandat expirant à l'assemblée générale annuelle de 2019:
 - 1.- Monsieur Youssef AKICHOUH, né à Sint-Lambrechts-Woluwe le 27 février 1983, demeurant à B-1930 Zaventem
 - 2.- Monsieur Abderrahim ARIGUI, né à Beni Ansar le 19 septembre 1981, demeurant à B-9400 Ninove, Kaardeloodstraat
 - 3.- Monsieur Naim IDRISSE, né à Bruxelles le 2 avril 1983, demeurant à B-1050 Ixelles, Avenue Buyl, 80

Les mandats seront exercés à titre gratuit.

3) Est appelé aux fonctions de commissaire aux comptes, son mandat expirant à l'assemblée générale annuelle de 2019: Essafi ABDELHAMID, Rue Joseph Loossens 22, B-1090 Jette,

4) Le siège social de la société est établi à L-9647 Doncols, 6, Chemin des Douaniers

Réunion du conseil d'administration

Et à l'instant se sont réunis les membres du conseil d'Administration de la Société Anonyme «ARID LUX Sa»:

1. Monsieur Youssef AKICHOUH, prénommé,

2. Monsieur Abderrahim ARIGUI, prénommé,

3. Monsieur Naim IDRISSE, prénommé, Ici représenté par Monsieur Abderrahim ARIGUI, prénommé, en vertu d'une procuration sous seing privé dressée à Bruxelles le 19 juillet 2013 comme indiquée ci-dessus;

Lesquels membres présents ou représentés après avoir déclaré se considérer comme dûment convoqués ont pris à l'unanimité la résolution suivante:

Ils ont désigné comme administrateur-délégué Monsieur Naim IDRISSE prénommé, chargé de l'administration journalière avec pouvoir de représenter et d'engager la société par sa seule signature.

Dont acte, fait et passé à Wiltz, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants connus du notaire instrumentant par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Akichouh, Arigui, Joëlle Schwachtgen.

Enregistré à Wiltz, le 29 juillet 2013. Relation: WIL/2013/494. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): Pletschette.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société pour servir à des fins administratives.

Wiltz, le 18 septembre 2013.

Référence de publication: 2013132448/209.

(130161228) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 septembre 2013.

P&T Capital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 8A, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 150.181.

—
L'an deux mille treize, le neuf août.

Par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, en remplacement de Maître Joëlle BADEN, notaire de résidence à Luxembourg, momentanément absente, laquelle dernière restera dépositaire de la présente minute.

Comparaît:

Monsieur Fernand Bichel, Conseiller de Direction, résidant professionnellement à L-2020 Luxembourg, 8A, avenue Monterey,

agissant en tant que mandataire de la société anonyme "P&T Capital S.A." (ci-après la «Société»), ayant son siège social à L-2020 Luxembourg, 8A, avenue Monterey, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 150.181,

en vertu d'une résolution du conseil d'administration en date du 8 août 2013, dont un extrait restera annexé au présent acte pour être enregistré en même temps.

Lequel comparant, ès-qualité qu'il agit, a requis le notaire soussigné d'acter ses déclarations comme suit:

I. La société "P&T Capital S.A." a été constituée par acte notarié en date du 10 décembre 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 174 du 27 janvier 2010, dont les statuts ont été modifiés plusieurs fois et en dernier lieu suivant acte notarié en date du 23 mai 2013, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

II. Ladite Société a actuellement un capital souscrit de neuf millions d'euros (EUR 9.000.000,-) représenté par neuf mille (9.000) actions sans désignation de valeur nominale.

L'article 5, alinéa 4, des statuts fixe le capital autorisé de la Société à cinquante millions d'euros (EUR 50.000.000) par la création et l'émission d'actions nominatives nouvelles sans désignation de valeur nominale, jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes, de même que l'article 5, alinéa 5 à 9, stipule que:

«Le Conseil d'Administration est autorisé:

- à réaliser toute augmentation du capital social endéans les limites du capital social autorisé, en une seule fois, par tranches successives ou encore par émission continue d'actions nouvelles sans désignation de valeur nominale jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes, avec ou sans prime d'émission, à libérer par voie de versements

en espèces, d'apports en nature, par transformation de créances en capital, par conversion d'obligations, ou encore, avec l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire, par voie d'incorporation de bénéfices, de réserves disponibles ou de primes d'émission au capital; il est entendu que l'augmentation de capital par voie d'incorporation de bénéfices, de réserves disponibles ou de primes d'émission au capital pourra être réalisée avec ou sans émission d'actions nouvelles;

- en cas d'émission d'actions nouvelles dans les conditions ci-avant indiquées, à procéder à de telles émissions sans réserver aux Actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre;

- à fixer le lieu et la date de l'émission ou des émissions successives, les conditions et modalités de souscription et de libération des actions nouvelles;

- à faire constater dans la forme authentique, par lui-même ou par toute personne qu'il aura mandatée à ces fins, toute augmentation de capital réalisée dans les conditions ci-avant décrites.»

III. En exécution de la résolution du conseil d'administration précitée prise en date du 8 août 2013, les administrateurs de la Société ont obtenu et accepté la souscription de sept mille (7.000) actions nouvelles sans désignation de valeur nominale de l'actionnaire unique l'établissement public dénommé «ENTREPRISE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS», établi et ayant son siège à L-2020 Luxembourg, 8A, avenue Monterey, (numéro d'identité: 1992 52 00 010), inscrit au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro J 28.

Ces nouvelles actions ont été toutes libérées entièrement en espèces pour un montant de sept millions euros (EUR 7.000.000,-).

La réalité de la souscription a été prouvée au notaire soussigné par un bulletin de souscription.

Il a été prouvé au notaire soussigné qui le constate expressément que le montant de sept millions d'euros (EUR 7.000.000,-) est désormais à la libre disposition de la Société.

IV. A la suite de l'augmentation de capital qui précède, l'alinéa premier de l'article 5 des statuts est modifié et aura désormais la teneur suivante:

" **Art. 5. Capital souscrit (premier alinéa).** Le capital social est fixé à seize millions d'euros (EUR 16.000.000), divisé en seize mille (16.000.) actions sans désignation de valeur nominale."

Frais

Les frais, coûts, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui seront supportés par la Société en raison de sa constitution, sont estimés approximativement à EUR 4.000,-.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, au siège social de la Société, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, ès-qualité qu'il agit, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: F. BICHEL et M. SCHAEFFER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 13 août 2013. LAC/2013/37912. Reçu soixante-quinze euros (€ 75,-).

Le Receveur (signé): THILL.

Pour expédition conforme, délivrée à la Société sur demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 septembre 2013.

Référence de publication: 2013132204/69.

(130160873) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2013.

Ruposhi Bangla S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4601 Differdange, 96, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 170.783.

Assemblée générale extraordinaire Cession de parts sociales

Entre les soussignés:

Il résulte d'une décision des associés de la société en date du 02 mai 2013, que la société RUPOSHI BANGLA S.à.r.l., Numéro de Registre de Commerce: B 170783, suivant nomination unanime des associés, représenté par les associés et ou le gérant technique actuellement en fonction, ont pris les résolutions suivantes:

1.) Monsieur Nasir MOHAMMED ABDUL, carreleur, né à Comilla (Bangladesh), le 12 février 1983, demeurant 100 rue de Bonnevoie à L-1260 Luxembourg; va démissionner comme gérant administratif, va démissionner comme associé et donner toutes ses parts sociales à la disposition de la société et renonce à 30 parts sociales, dont la valeur d'une part social est de 125,00.- Euro. Le montant de 3.750,00.- euros (trois mille sept cent cinquante euros) a été remboursé à Monsieur Nasir MOHAMMED ABDUL.

2.) Madame Jasmin MOSMMAT, serveuse, née à Comilla (Bangladesh), le 10 juillet 1983, demeurant 100 rue de Bonnevoie à L-1260 Luxembourg; va démissionner comme associé et donner toutes ses parts sociales à la disposition de la

société et renonce à 20 parts sociales, dont la valeur d'une part social est de 125,00.- Euro. Le montant de 2.500,00.- euros (deux mille cinq cent euros) a été remboursé à Madame Jasmin MOSMMAT.

3.) Les nouveaux associés et les parts sociales de la société RUPOSHI BANGLA S.à.r.l. sont les suivants:

Monsieur A.K.M. Golam Rabbani KHAN, serveur, né à Dhaka (Bangladesh) le 11 juin 1971, demeurant 2A rue Irmine à L-1814 Luxembourg,

ayant 60 (soixante) parts sociales de la société, dont la valeur d'une part social est de 125,00.- Euro; Madame Rakha AKTER KHAN, cuisinière, née à Comilla (Bangladesh) le 15 février 1972, demeurant 2A rue Irmine à L-1814 Luxembourg, ayant 40 (quarante) parts sociales de la société, dont la valeur d'une part social est de 125,00.- Euro;

4) Les fonctions de la société RUPOSHI BANGLA S.à.r.l. seront attribuées comme suivants:

Madame Rakha AKTER KHAN, cuisinière, née à Comilla (Bangladesh) le 15 février 1972, demeurant 2A rue Irmine à L-1814 Luxembourg, est gérante technique;

Monsieur A.K.M. Golam Rabbani KHAN, serveur, né à Dhaka (Bangladesh) le 11 juin 1971, demeurant 2A rue Irmine à L-1814 Luxembourg, est gérant administratif;

5) La société est valablement engagée en toutes circonstances par la signature individuelle de la gérante technique, respectivement est valablement engagée en toutes circonstances par la signature individuelle du gérant administratif jusqu'à un montant de 2.500,00. - euros (deux mille cinq cents euros).

Toutefois, pour tout montant supérieur à 2.500,00. -euros (deux mille cinq cents euros), la société est valablement engagée par les signatures conjointes de la gérante technique et du gérant administratif.

Fait et signé sous seing privé, avec la mention «Bon pour cession», en autant d'exemplaires que de parties contractantes ayant un intérêt distinct, à Differdange, le 02 mai 2013.

Signatures

Les associés

Référence de publication: 2013132397/41.

(130160580) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2013.

NextiraOne PSF Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 12, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 157.939.

RECTIFICATIF

L'an deux mil treize, le quatrième jour de septembre.

Pardevant Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven.

A comparu:

Madame Sophie MATHOT, clerc de notaire, avec adresse professionnelle à Senningerberg, agissant en vertu des pouvoirs lui conférés suivant acte numéro 45.000 du répertoire du notaire soussigné

Lequel, a exposé ce qui suit:

En date du 10 juillet 2013, le notaire soussigné a reçu sous le numéro 45.000 de son répertoire, une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de NextiraOne PSF Luxembourg S.A., société anonyme de droit luxembourgeois avec siège social au 12, rue Gabriel Lippman, L - 5365 Munsbach, immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg section B numéro 157939.

Ledit acte a été soumis aux formalités de l'enregistrement le 11 juillet 2013 portant les références LAC / 2013 / 32393 et déposé auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg le 23 juillet 2013 portant les références L130125340.

Or le requérant déclare par les présentes avoir constaté une erreur matérielle de dactylographie dans la version française sous la troisième résolution dans le nombre d'actions mentionné à l'article premier.

Par la présente, le soussigné, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés comme dit ci-avant requiert la rectification du nombre d'actions mentionnés comme suit:

Version française erronée:

Troisième résolution

En conséquence des résolutions qui précèdent, l'assemblée décide de modifier l'article 5 §1 des statuts de la Société, lequel aura désormais la teneur suivante:

Art. 5. Capital social § 1. Le capital social de la Société est fixé à EUR 450.000 (quatre cent cinquante mille euros) représenté par 250.000 (deux cent cinquante mille) actions d'une valeur nominale de EUR 1 (un euro) chacune.

Version française rectifiée qui remplace la version erronée

Troisième résolution

En conséquence des résolutions qui précèdent, l'assemblée décide de modifier l'article 5 §1 des statuts de la Société, lequel aura désormais la teneur suivante:

Art. 5. Capital social § 1. Le capital social de la Société est fixé à EUR 450.000 (quatre cent cinquante mille euros) représenté par 450.000 (quatre cent cinquante mille) actions d'une valeur nominale de EUR 1 (un euro) chacune.

Le reste de l'acte demeurant inchangé.

Dont acte, fait et passé à Senningerberg.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire du comparant, connu du notaire par nom, prénom, état et demeure, celui-ci a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Sophie Mathot, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 10 septembre 2013. LAC / 2013 / 41205. Reçu 12.-€

Le Receveur (signé): Irène Thill.

- Pour copie conforme - délivrée à la société aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 17 septembre 2013.

Référence de publication: 2013132188/46.

(130160608) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2013.

Columbia Public Partners V S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 145.980.

—
DISSOLUTION

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-seventh day of August,

Before Us, Maître Joseph ELVINGER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, acting in replacement of his colleague Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg, who last named shall remain depositary of the present deed.

was held an extraordinary general meeting (the Meeting) of the sole shareholder of Columbia Public Partners V S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), organised and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 6, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 145980 (the Company).

The Company was incorporated on April 20, 2009 pursuant to a deed of Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 987, page 47362, dated May 12, 2009. The articles of association of the Company have not been amended since the incorporation of the Company.

There appeared:

Columbia Capital Equity Partners V (QP), L.P., a limited partnership incorporated under the laws of the State of Delaware, having its registered office at 1209, Orange Street, Wilmington, County of New Castle, Delaware 19801, United States of America, represented by its general partner, Columbia Capital Equity Partners V, L.P., a limited partnership incorporated under the laws of the State of Delaware, having its registered office at 1209, Orange Street, Wilmington, County of New Castle, Delaware 19801, United States of America, itself represented by its general partner, Columbia Capital V, LLC, a limited liability company incorporated under the laws of the State of Delaware, having its registered office at 1209, Orange Street, Wilmington, County of New Castle, Delaware 19801, United States (the Sole Shareholder),

hereby represented by Mr Max MAYER, employee, with professional address at 3, route de Luxembourg, Junglinster, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, after having been signed 'ne varietur' by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The Sole Shareholder has requested the undersigned notary to record that:

I. The one million two hundred and fifty thousand (1,250,000) shares of the Company with a par value of one cent (EUR 0.01) each, representing the entirety of the share capital of the Company of an amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) are duly represented at this Meeting which is consequently regularly constituted and may deliberate upon the items on the agenda hereinafter reproduced.

II. The agenda of the Meeting is worded as follows:

1. Waiver of convening notice;

2. Dissolution and liquidation of the Company;

3. Appointment of Reviconsult S.a r.l., having its registered office at 12, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 139013, as liquidator of the Company and determination of the powers of the liquidator and liquidation procedure;

4. Discharge to be granted to the managers of the Company for the exercise of their mandate; and

5. Miscellaneous.

Now, therefore, the appearing party, acting through its proxyholder, has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The entirety of the share capital of the Company being represented, the Meeting waives the convening notices requirement, the Sole Shareholder represented at the Meeting considering itself as duly convened and declaring having perfect knowledge of the agenda which has been communicated to it in advance.

Second resolution

The Meeting decides to dissolve the Company with immediate effect and to put the Company into liquidation.

Third resolution

The Meeting decides to appoint Reviconsult S.à r.l., having its registered office at 12, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 139013, as liquidator of the Company (the Liquidator).

Fourth resolution

The Meeting decides that the Liquidator will prepare a detailed inventory of the Company's assets and liabilities, that the Liquidator will have the broadest powers pursuant to the Luxembourg law on commercial companies of August 10, 1915, as amended (the Law) to perform its duties (including without limitation to dispose of the Company's assets) and that the Company will be bound towards third parties by the sole signature of the Liquidator.

For such a purpose, the Liquidator shall be entitled to pass all deeds and carry out all operations, including those referred to in article 145 of the Law, without the prior authorisation of the Sole Shareholder. The Liquidator may, under its sole responsibility, delegate his powers for specific defined operations or tasks, to one or several persons or entities.

The Liquidator shall be authorised to make, in his sole discretion, advance payments of the liquidation proceeds (boni de liquidation) to the Sole Shareholder, in accordance with article 148 of the Law.

Fifth resolution

The Meeting decides to grant full discharge to the managers of the Company for the exercise of their mandates.

There being no further business, the Meeting is closed.

Estimate of Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately EUR 1,000.-.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, such proxyholder signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le vingt-septième jour du mois d'août,

par-devant Nous, Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, agissant en remplacement de son confrère empêché Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, lequel dernier restera dépositaire de la minute.

s'est tenue une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) de l'associé unique de Columbia Public Partners V S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 6, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 145980 (la Société).

La Société a été constituée le 20 avril 2009 suivant un acte de Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 987, page 47362, daté du 12 mai 2009. Les statuts de la Société n'ont pas été modifiés depuis la constitution de la Société.

A comparu:

Columbia Capital Equity Partners V (QP), L.P., une société en commandite régie par les lois de l'Etat du Delaware ayant son siège social à 1209 Orange Street, Wilmington, Comté de New Castle, Delaware 19801, Etats-Unis d'Amérique, représentée par son associé commandité, Columbia Capital Equity Partners V, L.P., une société en commandite, régie par les lois de l'Etat du Delaware, ayant son siège social à 1209 Orange Street, Wilmington, Comté de New Castle, Delaware 19801, Etats-Unis d'Amérique, représentée elle-même par son associé commandité, Columbia Capital V, LLC, une société à responsabilité limitée, régie par les lois de l'Etat du Delaware, ayant son siège social à 1209 Orange Street, Wilmington, Comté de New Castle, Delaware 19801, Etats-Unis d'Amérique (l'Associé Unique),

ici représentée par Mr Max MAYER, employé, avec adresse professionnelle à 3, route de Luxembourg, Junglinster, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

L'Associé Unique a prié le notaire instrumentant d'acter que:

I. Le million deux cent cinquante mille (1.250.000) parts sociales de la Société ayant une valeur nominale d'un cent (EUR 0,01) chacune, représentant la totalité du capital social de la Société d'un montant de douze mille cinq cent euros (EUR 12.500) sont dûment représentées à la présente Assemblée qui est par conséquent régulièrement constituée et peut délibérer sur les points à l'ordre du jour reproduits ci-après.

II. L'ordre du jour de l'Assemblée est libellé comme suit:

1. Renonciation aux formalités de convocation;

2. Dissolution et liquidation de la Société;

3. Nomination de Reviconsult S.à r.l., ayant son siège social à 12, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 139013, en qualité de liquidateur de la Société et détermination des pouvoirs du liquidateur et de la procédure de liquidation;

4. Décharge à accorder aux gérants de la Société pour l'exercice de leur mandat; et

5. Divers.

Sur ce, la partie comparante, représentée par son mandataire, a prié le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

La totalité du capital social de la Société étant représentée, l'Assemblée renonce aux formalités de convocation, l'Associé Unique représenté à l'Assemblée se considérant lui-même comme ayant été dûment convoqué et déclarant avoir une parfaite connaissance de l'ordre du jour qui lui a été communiqué à l'avance.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide de dissoudre la Société avec effet immédiat et de mettre la Société en liquidation.

Troisième résolution

L'Assemblée décide de nommer Reviconsult S.à r.l., ayant son siège social à 12, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 139013, en qualité de liquidateur de la Société (le Liquidateur).

Quatrième résolution

L'Assemblée décide que le Liquidateur dressera un inventaire détaillé des actifs et passifs de la Société, que le Liquidateur sera investi des pouvoirs les plus étendus en vertu de la loi sur les sociétés commerciales du 10 août 1915, telle que modifiée (la Loi), afin d'accomplir ses fonctions (y inclus le droit de disposer sans limite des actifs de la Société) et que la Société sera engagée vis-à-vis des tiers par la signature unique du Liquidateur.

A ces fins, le Liquidateur est autorisé à passer tous les actes et accomplir toutes les opérations, y inclus ceux prévus par l'article 145 de la Loi, sans l'autorisation préalable de l'Associé Unique. Le Liquidateur pourra, sous sa seule responsabilité, déléguer ses pouvoirs pour des opérations ou devoirs spécifiques et définis à une ou plusieurs personnes ou entités.

Le Liquidateur est autorisé, à sa seule discrétion, de payer des avances sur les bonis de liquidation à l'Associé Unique, et ce conformément à l'article 148 de la Loi.

Cinquième résolution

L'Assemblée décide d'accorder pleine décharge aux gérants de la Société pour l'exercice de leurs mandats.

Plus aucun point ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Estimation des frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison du présent acte, est évalué à environ 1.000,- EUR.

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle la langue anglaise, déclare qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et en cas de divergences entre la version anglaise et la version française, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, rédigé et passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite au mandataire de la partie comparante, ce mandataire a signé avec le notaire instrumentant, le présent acte original.

Signé: Max MAYER, Joseph ELVINGER.

Enregistré à Grevenmacher, le 09 septembre 2013. Relation GRE/2013/3626. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME

Junglinster, le 20 septembre 2013.

Référence de publication: 2013132512/158.

(130161811) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 septembre 2013.

**CIS Internet Holding (GP), Société à responsabilité limitée,
(anc. CIS Internet Holding S.à r.l.).**

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2324 Luxembourg, 7, avenue Pescatore.

R.C.S. Luxembourg B 177.025.

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-ninth day of August.

Before us Maître Edouard Delosch, notary residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg;

THERE APPEARED:

Rocket Internet GmbH, a limited liability company (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) existing under the laws of Germany, registered with the commercial register at the local court of Charlottenburg, Germany, under no. HRB 109262 B, having its registered address at Johannisstraße 20, 10117 Berlin, Germany, (the Sole Shareholder),

here represented by Victorien Hémerly, Avocat à la Cour, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Berlin on 29 August 2013.

The proxy of the represented Sole Shareholder having been initiated ne varietur by the appearing person and by the notary will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The appearing party holds the entire share capital of CIS Internet Holding S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office located at 7, avenue Pescatore, L-2324 Luxembourg, having a share capital of twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500.-), incorporated following a deed of Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg, of 19 April 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1504 of 25 June 2013 and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 177.025 (the Company). The articles of the Company have not been amended since the incorporation.

The Sole Shareholder, representing the entire share capital of the Company, requires the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to modify the name of the Company and to subsequently amend article 1 of the articles of association of the Company which shall now be read as follows:

“There exists a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name CIS Internet Holding (GP) (hereinafter the "Company") which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the "Law"), as well as by the present articles of association”.

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to modify the purpose of the Company and to subsequently amend article 2 of the articles of association of the Company which shall now be read as follows:

“**2.1.** The purpose of the Company is the holding of participations in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies and in any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio in view of its realisation by sale, exchange or otherwise.

2.2. The Company may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Company.

2.3. The Company may, except by way of public offering, raise funds especially through borrowing in any form or by issuing any kind of notes, securities or debt instruments, bonds and debentures and generally issue securities of any type.

2.4. The Company may also act as a partner with unlimited or limited liability for the debts and obligations of any Luxembourg or foreign entity.

2.5. The Company may carry out any commercial, industrial, financial, real estate or intellectual property activities which it considers useful for the accomplishment of these purposes.”

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company, are estimated at one thousand euro (EUR 1,000.-).

The undersigned notary, who speaks and understands English, states herewith that upon request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a German version; upon request of the appearing party and in case of divergences between the English and the German text, the English version will be prevailing.

Whereof, the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy-holder of the appearing party, who is known to the undersigned notary by his surname, first name, civil status and residence, such person signed together with the undersigned notary, this original deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes:

Im Jahr zweitausenddreizehn, am neunundzwanzigsten Tag des Monats August.

Vor uns, Maître Edouard Delosch, Notar mit Amtssitz in Diekirch, Großherzogtum Luxemburg.

IST ERSCHIENEN:

Rocket Internet GmbH, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach deutschem Recht, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts Charlottenburg, unter der Nummer HRB 109262 B, mit Sitz in Johannisstrasse 20, 10117 Berlin, Deutschland, (der Alleingesellschafter),

hier vertreten durch Victorien Hémary, Avocat à la Cour, geschäftsansässig in Luxemburg, gemäß einer Vollmacht vom 29. August 2013, ausgestellt in Berlin.

Besagte Vollmacht, welche von der erschienenen Partei und dem unterzeichnenden Notar ne varietur paraphiert wurde, wird der vorliegenden Urkunde beigelegt, um mit ihr zusammen hinterlegt zu werden.

Die erschienene Partei welcher das gesamte Gesellschaftskapital der CIS Internet Holding S.à r.l. besitzt, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), welche den Bestimmungen des Gesetzes des Großherzogtums Luxemburg unterliegt, mit Geschäftssitz in 7, avenue Pescatore, L-2324 Luxemburg, mit einem Gesellschaftskapital von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500.-), gegründet durch notarielle Urkunde, aufgenommen am 19. April 2013 durch Maître Henri Hellinckx, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 1504 von 26. Juni 2013 veröffentlicht und eingetragen im Luxemburgischen Handelsregister unter der Nummer B 177.025 (die Gesellschaft). Die Satzung der Gesellschaft wurde noch nicht abgeändert.

Der Alleingesellschafter, welchem das gesamte Gesellschaftskapital der Gesellschaft besitzt, hat den amtierenden Notar ersucht, folgende Beschlüsse zu beurkunden:

Erster Beschluss

Der Alleingesellschafter beschließt der Name der Gesellschaft zu ändern und Artikel 1 der Satzung nunmehr wie folgt zu ergänzen:

“Es besteht eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen CIS Internet Holding (GP) (die “Gesellschaft”), welche den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner aktuellen

Fassung (das “Gesetz”) und dieser Satzung unterliegt”.

Zweiter Beschluss

Der Alleingesellschafter beschließt den Zweck der Gesellschaft zu ändern und Artikel 2 der Satzung nunmehr wie folgt zu ergänzen:

“ **2.1.** Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen jeglicher Art an luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Form der Investition, der Erwerb von Wertpapieren jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Weise, sowie deren Übertragung durch Verkauf, Tausch oder in anderer Form und die Verwaltung,

Kontrolle und Entwicklung ihrer Beteiligungen im Hinblick auf deren Verwertung durch Verkauf, Tausch oder auf sonstige Art.

2.2. Die Gesellschaft kann des weiteren für Gesellschaften, in welchen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung oder Rechte jeglicher Art hält oder welche der gleichen Unternehmensgruppe wie sie selbst angehören Garantien geben, Sicherheiten einräumen, Kredite gewähren oder diese auf jede andere Weise unterstützen.

2.3. Die Gesellschaft kann, ausser im Wege eines öffentlichen Angebotes, in jeder Form Gelder aufbringen, insbesondere durch Aufnahme von Darlehen in jeglicher Form oder mittels Ausgabe aller Arten von Anleihen, Wertpapieren und Schuldtiteln, Schuldverschreibungen, Obligationen und generell jeglicher Form von Schuldscheine bzw. Wertpapieren.

2.4. Die Gesellschaft kann als Komplementärin oder als Kommanditistin für die Schulden und die Obligationen an Luxemburgischen oder ausländischen Gesellschaften stehen.

2.5. Die Gesellschaft kann alle Tätigkeiten kaufmännischer, gewerblicher, industrieller und finanzieller Natur sowie solche, welche das geistige Eigentum oder im Zusammenhang mit Grundeigentum vornehmen, die ihr zur Erreichung dieser Zwecke förderlich erschienen.

Auslagen

Die entstehenden Kosten, Gebühren, Honorare und Auslagen werden von der Gesellschaft übernommen und werden auf eintausend Euros (EUR 1.000,-) geschätzt.

Der beurkundende Notar, welcher die englische Sprache beherrscht, erklärt hiermit auf Ersuchen der erschienenen Partei, daß diese Urkunde auf Anfrage der erschienenen Partei auf Englisch verfasst wurde, gefolgt von einer deutschen Übersetzung. Auf Ersuchen derselben erschienenen Parteien und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, soll die englische Fassung vorrangig sein.

Worüber, diese notarielle Urkunde in Luxemburg zum eingangs erwähnten Datum aufgenommen wurde.

Nachdem das Dokument dem Bevollmächtigten der erschienenen Partei verlesen wurde, welche dem Notar mit Namen, Vornamen und Wohnsitz bekannt ist, hat der Bevollmächtigte die Urkunde zusammen mit dem Notar unterzeichnet.
Gezeichnet: V. HÉMERY, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 02 septembre 2013. Relation: DIE/2013/10668. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé): THOLL.

Für gleichlautende Ausfertigung, ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Memorial C.

Diekirch, den 19. September 2013.

Référence de publication: 2013132537/121.

(130161179) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 septembre 2013.

Serin Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 57.492.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour SERIN HOLDING S.A.

Référence de publication: 2013132932/10.

(130161274) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 septembre 2013.

Thunderbird K S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 179.625,00.

Siège social: L-2430 Luxembourg, 7, rue Michel Rodange.

R.C.S. Luxembourg B 117.773.

Il est à noter que Mr. Martin Eckel, gérant unique de la Société, demeure professionnellement au 7, rue Michel Rodange, L-2430 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Silvia Mathieu

Mandataire

Référence de publication: 2013132983/13.

(130161901) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 septembre 2013.